

FRANCE

FORUM

AVRIL 1957 - N° 2 - 100 F



IMPASSE EN ALGÉRIE ?

COURRIER DES LECTEURS

Évadez-vous des oppositions rituelles et artificielles.

Bravo pour la formule qu'annonce votre titre et pour les ambitions de votre éditorial ! Mais votre tâche ne sera pas aisée.

L'ambiance est loin d'être favorable. Le sens du dialogue auquel vous faites appel est en voie de disparition. La liberté d'information est impunément violée. L'argument d'autorité couramment utilisé. Hommes politiques de la majorité, aussi bien que de l'opposition, cultivent complaisamment l'auto-satisfaction ! Les Français qui voyagent et nos amis étrangers souffrent cruellement du byzantinisme qui, chaque jour un peu plus, enfonce la France politique dans l'anachronisme et l'exotisme.

Peut-on dès lors reprocher à l'électeur français de se désintéresser de plus en plus d'affligeants discours dominicaux et des contradictions entre les programmes des candidats et les réalisations des ministres ?

Le moment serait pourtant venu de s'évader d'oppositions rituelles et artificielles pour s'affronter sur les vrais problèmes du monde et de la France de 1957.

La droite, certes, n'en a cure, ayant tout à gagner à l'apathe actuelle de l'opinion et à la division des autres tendances. Mais, vous, pourriez-vous entreprendre cet effort avec ceux qui, à gauche, comprennent la nécessité d'élaborer, dans un esprit humaniste, une doctrine politique consciente des besoins et des réalités de notre époque ?

Même si vous n'apportez qu'une petite contribution à cette irremplaçable tâche, votre tentative mérite d'être encouragée.

A. D..., Paris.

Faire quelque chose pour la Hongrie !

La tragédie de Hongrie continue, et les résolutions de l'O. N. U. restent lettre morte. Suffit-il de constater simplement que la solution idéale de la question hongroise préconisée par l'O. N. U. est impossible et qu'il n'y a rien à faire ? Puisqu'on ne peut admettre une telle attitude, il faut chercher une issue. Pour l'imminent et en attendant une solution dans le cadre d'une négociation générale sur les problèmes de l'Europe Centrale, un accord général ne pourrait-il prévoir, après avoir dû constater que les puissances de l'O. T. A. N. ne peuvent franchir la ligne de démarcation Est-Ouest, l'envoi en Hongrie d'une force de police internationale composée des unités des pays du pacte de Varsovie, y compris l'U. R. S. S., et des pays neutres ?

Il n'est pas exclu que l'U. R. S. S. accepte un tel projet, étant donné que cette solution n'impliquerait pas, a priori, la sécession de la Hongrie du camp

de l'Est, ménagerait le prestige de l'Union Soviétique en participant à la force internationale, et que les forces de l'O. T. A. N. n'y entreraient pas.

Une déclaration du gouvernement soviétique semble autoriser un certain optimisme quand elle parle du caractère provisoire de la présence en Hongrie des unités de l'Armée rouge et de leur retrait après le rétablissement de l'ordre.

L'importance du point de vue hongrois de la création d'une telle force de police internationale sous les auspices de l'O. N. U., même si elle ne représentait qu'un pas timide vers la réalisation des résolutions des Nations Unies, ne peut échapper à personne. Le prestige de l'O. N. U., ébranlé par la violation continue de ses résolutions sur la Hongrie, pourrait être, lui aussi, sauvé au moins partiellement de cette façon.

Raksanyi.

Pas de censeur officiel !

Monsieur le Rédacteur en Chef,

Ce n'est pas sans hésitations que j'ai décidé de m'abonner à *France-Forum*. Le sommaire de votre premier numéro, avec sa belle brochette d'hommes politiques du M. R. P., ne m'avait guère attiré. Les journaux avaient annoncé le lancement d'une revue d'inspiration démocrate-chrétienne, et, je vous l'avoue, cette étiquette n'avait éveillé en moi aucun enthousiasme. Pour moi, comme pour beaucoup d'autres, je pense, l'expression de démocratie chrétienne a pris, pour des raisons parfois obscures, je ne sais quelle allure vieillotte, rétrograde, conformiste, bien loin de l'idéal qu'elle représentait en 1945.

Votre revue permettra-t-elle à la pensée démocrate-chrétienne de s'exprimer librement avec toute l'audace que, comme beaucoup, j'attendais d'elle alors ?

Je dois vous dire que, ce qui m'éloigne personnellement du M. R. P., ce n'est pas sa politique sociale, quoiqu'elle ait souvent été timide. Ce n'est pas non plus sa politique étrangère : l'alliance atlantique est nécessaire à notre sécurité, la C. E. D. était un mal moindre que le réarmement allemand, et j'ai toujours cru à l'idée européenne. Ce n'est même pas sa politique envers les territoires d'outre-mer, car ses dernières positions sur l'Algérie et la loi-cadre des T. O. M. sont, au fond, plus libérales que celles du parti socialiste.

Ce qui me rebute, dans le M. R. P., c'est la rigidité de certains dogmes. Je n'aime pas l'école libre. Mais je pardonnerais volontiers au M. R. P. d'en avoir inscrit la défense dans ses programmes électoraux si le parti souffrait que dans son sein la question fût discutée. On en dirait autant de questions moins épineuses comme la phraséologie familiale du mouvement qui

confond une légitime défense des droits de la femme et de l'enfant avec des thèmes d'allure réactionnaire et désuète. Ce refus de pensée apparaît même dans des questions de détail : que l'on se rappelle le silence du parti dans la querelle du birth-control au printemps dernier !

Toute cette pesanteur, toute cette rigidité font ressembler le M. R. P. à un parti de bien pensants. Les amis que j'y ai ne méritent pas cette épithète injurieuse, mais peu important leurs convictions privées si elles ne s'expriment pas.

Si votre revue n'a pas peur de la pensée libre ni même de la libre pensée, si, tout en orientant votre recherche dans le sens de la démocratie chrétienne et du socialisme humanitaire (qui, je l'espère, continuent à être synonymes), vous accueillez des hérétiques sans que chaque fois un censeur vienne exprimer avec trop d'insistance le point de vue officiel, votre entreprise sera intéressante. Sinon, je perds 700 F en m'abonnant : ce n'est pas un grand malheur.

Veuillez agréer, etc.

L. B..., Orléans.

N. D. L. R. — *Nous laissons à notre nouvel abonné la responsabilité de ses jugements. Les opinions qu'il exprime sont de celles qui pourront être ici librement affirmées et librement contredites.*

Devoirs réciproques...

Monsieur le Rédacteur en Chef,

J'ai lu avec intérêt, dans *France-Forum*, un article de M. Yvon Brès sur les devoirs politiques des intellectuels. Je m'efforcerai d'en faire mon profit.

Il me paraîtrait souhaitable que vous publiez un article sur les devoirs des hommes politiques envers les intellectuels...

A. J..., Grenoble.

Eurafrrique

J'ai beaucoup apprécié le dialogue entre R. Schuman et K. Vignes (malheureusement de lecture un peu difficile, à cause de la composition trop compacte). Approfondissez les idées que contiennent la définition de l'Eurafrrique par R. Schuman et la réfutation de K. Vignes des thèses de M. Boris. L'évolution accélérée des pays d'outre-mer et, d'une façon générale, des peuples sous-développés a pris les hommes politiques au dépourvu. L'une de vos tâches principales sera de définir les principes d'une authentique coopération entre peuples d'âges économiques et politiques différents.

Vous avez pleinement raison de montrer que cette coopération ne peut s'instituer dans l'optique mercantile sous-jacente aux thèses de M. Boris.

B. C..., Paris.

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION

Étienne Borne, Joseph Fontanet, Jean Lecanuet.

24 bis, boulevard Saint-Germain Paris (5^e)
C. C. P. Paris 14-788-84 Tél. ODÉon 70-83

Prix de vente au numéro : 100 F
Abonnement : 8 numéros par an : ... 700 F
(Voir ci-contre le bulletin d'abonnement.)

SOMMAIRE

Numéro 2 — Avril 1957

Éditorial

La majorité invisible, par Joseph Fontanet. 3

Cette législature verra-t-elle sortir de la clandestinité la majorité dynamique et créatrice qui apparaît en filigrane dans la trame de notre politique ?

Dossier

Impasse en Algérie ? par Georges Le Brun-Kéris. 14

Pour sortir de l'impasse en Algérie, il faut des réformes hardies et respectueuses de la sociologie algérienne. Mais sera-t-il possible de lever la double hypothèque de la promesse gouvernementale d'élections préalables et de l'ingérence de l'O. N. U. ?

Au forum

Anti ou ultra-européens ? 22

Jacques Nantet à Étienne Borne : « Nous sommes plus européens que vous. »

Étienne Borne à Jacques Nantet : « Les ultras ont toujours été les fossoyeurs de leur propre idéal. »

Questions d'aujourd'hui

● L'heure des décisions, par Jean Baury. 8

● New-look militaire ? par André Monteil. 12

Témoignages

La jeune science devant notre monde, par A. Ducrocq. 11

Interview

Le marché commun est une nécessité économique, par René Perrin 25

Les propos du temps

Guy Mollet ou la passion du pouvoir, par Étienne Borne 36

Nos rubriques

Couloirs et Coulisses, Les Travaux et les Jours.

Nos chroniques

Théâtre, Cinéma, Arts, Variétés, Disques.

Notes de lecture

Revue des Livres, Revue des Revues.

● M. Michel Soulié, député de la Loire et un des rares mendésistes intégraux de l'orthodoxie radicale, ne manque pas d'une certaine suite dans les idées. Conscience laïque particulièrement exigeante, ou souci de fidélité à un programme électoral par ailleurs tombé en quenouille, ou volonté décidée d'empêcher M. Guy Mollet de dormir, M. Michel Soulié a décidé de déposer un nouveau texte d'abrogation de la loi Barangé. Or ses amis radicaux ne l'ont suivi qu'en petit nombre. Cette politique de discrétion est révélatrice d'un jeu complexe et qui n'est pas sans intelligence politique : il faut n'être pris dans aucune des partialités affrontées pour conserver, en toutes circonstances, un rôle avantageux d'arbitre.

● Les capitalistes ont souvent l'imagination plus prompte que les politiques et ils savent penser et agir internationalement. Le groupe Pechiney-Ugine est en train de préparer en Afrique Noire, de la Guinée au Cameroun, l'installation d'une puissante industrie de l'aluminium, mais en s'assurant le concours de capitaux américains, anglais et suisses. Le groupe français, quoique financièrement minoritaire, paraît cependant garder le contrôle de l'affaire. On souhaite seulement que le colonialisme des managers et des technocrates ne vienne pas remplir le vide créé par la disparition de l'ancien colonialisme et que le progrès technique soit subordonné à un certain nombre d'impératifs politiques et humains, parmi lesquels, lorsqu'il s'agit de l'Eurafrrique, la collaboration et le consentement des Africains eux-mêmes.

● Des remous de Bourse ont suivi l'annonce prématurée de découvertes pétrolières dans le Midi de la France. De mauvaises langues ont répété que M. Ramadier avait lui-même créé à la Bourse, par une indiscretion calculée, un climat de mouvement et d'animation; car les techniciens (qui ne sont jamais sans lyrisme) savent bien qu'il faut que la Bourse ait un peu de fièvre pour pouvoir absorber un emprunt. Le soupçon était sans fondement, et on prêtait beaucoup de subtilité à un homme politique qui est depuis toujours l'ennemi des astuces surtout subalternes. La fuite doit être localisée ailleurs, et il semble que le coupable soit M. Lemaire, qui ne peut se retenir de publier les prophéties optimistes dont il est d'aventure favorisé. Comme ministre du Logement, ne voyait-il pas se multiplier dans un proche avenir les écriteaux d'appartement à louer ? Il n'est pas étonnant que,

ministre de l'Industrie, il ait aperçu à l'horizon de son imagination une multiplication de puits de pétrole aquitains et qu'il n'ait pu modérer les mouvements d'un enthousiasme inconsidéré. D'où ce commencement de tumulte boursier maintenant apaisé. D'où il est prouvé que la poésie aussi a des incidences économiques et financières.

● On a remarqué le brusque renversement du pour au contre opéré sur la question algérienne par M. François Mauriac dans ce « Bloc-Notes » qui est

François Mauriac

« L'homme absurde est celui qui ne change jamais. »

l'événement littéraire de chaque semaine : désormais, le drame algérien est une querelle de famille dont il faut, par conséquent, refuser l'accès aux ambitions et aux intérêts étrangers, et l'indépendance de l'Algérie est hors de question, si bien que M. Mauriac n'est pas loin de parler à « ceux qui veulent larguer » le même sévère langage que leur tenait récemment M. Bidault, et qu'il insiste maintenant avec force sur cette idée qu'aucun homme d'État français digne de ce nom ne pourrait prendre la responsabilité de l'abandon. M. Mauriac, répugnant comme tous les vrais artistes aux abstractions et aux idées générales, et la vérité politique ayant pour lui un visage très concret, on a tendance à expliquer le changement de ton du « Bloc-Notes » par l'influence de M. Servan-Schreiber, de retour d'Algérie, et surtout par une intervention pressante de M. Mendès-France, dont on ne s'étonne pas qu'elle ait été persuasive. L'ancien président du Conseil voudrait ainsi prendre ses distances à l'égard des thèses de *France-Observateur*, trop confondu avec *L'Express* dans une certaine opinion publique, et, ainsi, ne pas s'exclure d'une possible union nationale.

● Trois groupes d'enquêteurs ont été envoyés par M. Philippi pour rechercher les économies possibles dans huit départements cobays.

Pour lutter contre l'impasse budgétaire, le gouvernement n'a rien trouvé de mieux que l'arme, éprouvée jusqu'à l'usure, du blocage des crédits. Le monde paysan se trouve particulièrement atteint : les subventions pour l'habitat rural et le génie rural ont été réduites respectivement de 30 % et de 12 %. Le logement, problème social n° 1, n'est pas épargné, puisque se trouvent bloqués 10 % des crédits promis aux constructeurs. Enfin, un gouvernement qui veut entreprendre une grandiose et coûteuse réforme de l'enseignement se prépare à cette nécessaire audace en réduisant de 13 % les crédits pour l'enseignement supérieur et en bloquant 6 des 13 milliards de crédit ouverts pour les centres d'apprentissage. On a peine à croire que de telles mesures aillent dans le sens de l'expansion économique et du progrès social. Et, s'il est curieux que M. Ramadier mette si précautionneusement ses pieds dans les traces qu'ont faites dans notre histoire politique les pas prudents de M. Pinay, il est navrant que le socialisme au pouvoir montre si peu d'imagination dans le domaine même où il était engagé d'honneur et de doctrine à faire la preuve de son efficacité et de ses vertus inventives.

● *Témoignage Chrétien* a salué la naissance de *France-Forum* en tirant une bordée de coups de canon contre le M. R. P. dans un entrefilet où il entrait plus d'humeur que d'humour. Si on estime que la lutte contre le M. R. P. est un moyen de témoigner chrétiennement et de faire son salut, nous n'avons aucune objection, ayant ici le plus grand respect pour toutes les convictions religieuses. Mais il est écrit dans ce texte saintement irrité que le M. R. P. a réduit « à une espèce de désespoir politique nombre de ceux qui croyaient la France jeune ». Si cette découverte réduit *Témoignage Chrétien* au désespoir, c'est donc qu'en dehors du M. R. P. il n'y aurait que néant politique. Nous protestons contre cette rupture d'impartialité au bénéfice du seul M. R. P. Si un être vous manque, tout n'est pas dépeuplé. Le radicalisme surtout mendésiste, telle ou telle nouvelle gauche existent politiquement. Nous nous garderons, nous qui ne sommes pas des cléricaux, de les constituer jamais en état d'indignité chrétienne et nous avions cru qu'ils avaient naguère été pronés à *Témoignage Chrétien* comme de bons remèdes au désespoir politique.

La majorité invisible

PAR JOSEPH FONTANET

DEPUIS plus de cinq années, la France n'a jamais connu en fait que des gouvernements de minorité. M. Guy Mollet, en poussant le système jusqu'à ses plus extrêmes conséquences, n'a donc pas totalement innové.

Il reste que la prolongation d'une telle situation atteste la gravité de la crise française ; et, à y bien songer, ce qui étonne alors, ce ne sont plus les défaillances et les discontinuités de notre politique, mais plutôt que le pays, ainsi gouverné, ne sombre pas dans l'anarchie.

Cependant, si l'on observe la réalité de plus près, on fait rapidement une autre constatation. A travers les épisodes fugitifs et contradictoires de l'actualité parlementaire, une action relativement cohérente et persévérante a été poursuivie malgré tout, durant cette période, dans un certain nombre de secteurs essentiels. Citons plus particulièrement les investissements, la construction de l'Europe, la politique de réforme en Afrique Noire. Mais cette action n'est pas le fait des majorités gouvernementales officielles, bien souvent divisées sur ces questions. Elle n'a été possible, en réalité, que grâce à l'intervention d'une majorité parlementaire « invisible », englobant notamment la S. F. I. O. et le M. R. P. et qu'on a vue, à travers les vicissitudes les plus diverses et malgré l'absence de tout lien organique, se reconstituer spontanément pour faire prévaloir sa volonté dans les décisions essentielles touchant aux secteurs les plus vitaux pour l'avenir du pays, son rejuvenissement et son adaptation au monde moderne.

Entre le passé et les exigences de l'avenir

« Mon Dieu, quelle guerre cruelle, je trouve deux hommes en moi ! » soupirait Racine. Ainsi en est-il donc de nos Assemblées. Au plus profond d'elles-mêmes, elles ont pris conscience depuis la Libération des impératifs du renouveau français et de la nécessité d'une majorité dynamique et créatrice. Mais, en elles, le vieil homme n'est pas mort, celui qui reste attaché aux modes de penser et de sentir de la troisième République et qui veut ordonner à nouveau toute la vie politique française autour du clivage traditionnel entre la Droite et la Gauche, distinguées non pas selon l'attachement au progrès social et à la liberté, mais selon l'attitude vis-à-vis de la laïcité.

Réduit au silence au moment de la Libération, le vieil homme a de plus en plus retrouvé le droit à la parole. Aux belles heures du mendésisme et du Front Républicain, on a même tenté de présenter le retour aux oppositions d'autrefois comme la condition d'un sain fonctionnement des institutions parlementaires : l'existence de deux blocs, alternant au pouvoir et dans l'opposition, devait doter la France d'un parlementarisme à l'anglaise.

On sait comment l'expérience a finalement tourné : le Gouvernement de Front Républicain, intérieurement affaibli, dépend, plus encore que ses prédécesseurs, des suffrages de la Droite. Dans un récent scrutin de confiance, M. Guy Mollet n'a-t-il pas failli être renversé parce que la voix de M. Laniel lui avait manqué !

Quand en finira-t-on avec ces jeux interdits ? Quand prendra-t-on conscience de la nécessité d'appuyer le Gouvernement de la France sur la majorité authentique de renouveau et de progrès qui apparaît déjà en filigrane dans la trame de notre politique ?

Cette question revient essentiellement à s'interroger sur les chances de refaire l'accord entre la S. F. I. O. et le M. R. P. autour d'un programme de Gouvernement.

La " majorité invisible " peut sortir de la clandestinité si...

Les chances dépendent beaucoup de la lucidité avec laquelle ils envisageront leurs rapports dans l'avenir. Le M. R. P. a trop cru à la possibilité d'un accord sentimental avec la S. F. I. O. : il aurait dû se souvenir de ce que valent les baisers Lamourette. Il lui faut comprendre non seulement que les positions métaphysiques de la S. F. I. O. sont inconciliables avec les siennes, mais que le comportement tactique de la S. F. I. O. obéit à des principes différents des siens : moraliste, le député M. R. P. se scandalise lorsque les S. F. I. O. s'acquitinent avec les communistes pour « truster » les postes d'influence parlementaires. Les S. F. I. O., eux, affirment n'avoir pas triché en utilisant à leur avantage le rapport favorable des forces du moment. Les bons offices, les prévenances par lesquels le M. R. P. espère souvent se concilier la gratitude de ses partenaires sont généralement interprétés au contraire par ceux-ci comme des marques de faiblesse et exploités comme tels, d'où de perpétuels et regrettables malentendus.

Mais ici intervient une seconde observation. Au fond, la S. F. I. O. n'a jamais admis l'existence du M. R. P. C'est M. Guy Mollet lui-même, l'un des membres du parti socialiste avec lequel M. Lecourt a toujours eu les relations les plus étroites, qui a déclaré un jour en public : « Le M. R. P. est un parti qui ne devrait pas exister. » Sans doute, pour un cerveau marxiste, le M. R. P. est-il un phénomène inexplicable, donc irritant. Mais le M. R. P. existe, non seulement en son groupe parlementaire, important et uni, mais surtout en ses équipes de militants qui couvrent l'ensemble du pays et rassemblent de plus en plus des éléments dynamiques des élites sociales nouvelles, rurales et ouvrières. En province, dans la petite ville ou la bourgade rurale, c'est généralement le socialiste qui est le bourgeois et le militant M. R. P. qui représente les classes populaires. Les socialistes doivent admettre cette évidence.

Si républicains populaires et socialistes acceptaient d'accomplir cet effort réciproque de démystification, le terrain serait sans doute largement déblayé pour l'élaboration d'un programme commun, non pas à partir d'un improbable accord sur les justifications métaphysiques de leur action, mais en fonction de leur adhésion à un même humanisme social définissable de manière concrète.

Il n'est pas sûr par contre que les rapports de fait entre la S. F. I. O. et le M. R. P., tels qu'ils se sont institués sous le Gouvernement Guy Mollet, aient vraiment aidé à ce rapprochement.

Une collaboration authentique n'implique nullement l'identité des responsabilités, mais toujours l'égalité des droits et le respect des convictions de chacun.

N'accablons pas trop l'honnête homme qu'est le Président du Conseil d'avoir fait comme il a pu, aux heures de fièvre qu'a connues la nouvelle Assemblée, lors de son installation. Mais il s'agit maintenant de l'avenir de la législature : cet avenir dépend pour beaucoup des gestes, des actes de M. Guy Mollet dans les prochaines semaines.

● **Gomulka sur la corde raide**

● **L'U. R. S. S. assouplit son plan quinquennal**

● **POLOGNE. — Gomulka reste fidèle au « centrisme ».**

Fidèle à la recette de son expérience — que l'on pourrait appeler « centriste » — M. Gomulka vient, une fois de plus, de déjouer les pronostics à l'occasion de la première réunion de la Diète issue des élections du 20 janvier. Ces élections, qui ne

Dans une atmosphère « parlementaire » que la capitale n'avait guère connue depuis le coup d'État de Pilsudski, il y a trente ans, les 459 nouveaux députés (dont 236 communistes) ont élu le « Conseil d'État » (sorte de présidence de la République collective) et le bureau de la Diète. Ils ont investi M. Cyrankiewicz à la tête

L'expérience polonaise prend donc un nouveau départ.

● **U. R. S. S. — La situation économique.**

Adopté en 1956, le sixième plan quinquennal a vu ses objectifs révisés au début de l'année 1957. Il repose sur les principes qui ont régi tous les plans précédents ; primat de l'industrie lourde et développement privilégié à l'est de l'Oural. En chiffres absolus, les objectifs étaient, pour 1960, fixés à :

- 53 millions de tonnes d'acier ;
- 590 millions de tonnes de charbon ;
- 135 millions de tonnes de pétrole.

Certains de ces objectifs, ceux qui concernent l'acier, notamment, seront certainement atteints. D'autres paraissent plus difficiles à réaliser. La pénurie de charbon à l'ouest de l'Oural s'est durement fait sentir dans les derniers mois. Cependant, contrairement à ce qui a été affirmé dans la presse occidentale, le rythme de croissance demeure vif. Par rapport à 1955, la production de 1956 représente une augmentation de 9 % pour l'acier, 10 % pour le charbon, 15 % pour l'électricité, 18 % pour le pétrole.

Pourquoi, dans ces conditions, la Russie donne-t-elle des signes d'inquiétude et révisé-t-elle actuellement le plan en cours d'exécution ?

C'est un fait que M. Pervoukhine, grand maître de la planification en U. R. S. S., a annoncé au Soviet suprême, le 6 février 1957, une modification capitale de l'orientation économique, puisqu'elle portera sur le rythme du développement industriel soviétique ; le pourcentage d'accroissement prévu passe de 12 % en 1955 à 11 % en 1956 et à 7,8 % en 1957. Or l'on annonce en même temps que le rendement industriel s'accroîtra de 5,4 % pendant la même année. Cela signifie que l'accroissement de la production industrielle est surtout attendu de l'amélioration de la productivité, tandis que la part des investissements nouveaux sera très modeste en 1957. En même temps, l'octroi de nouveaux pouvoirs économiques aux Républiques fédérées est annoncé ; or ces Républiques ne gèrent pratiquement que des industries de consommation.

Ralentissement du rythme des investissements, décentralisation industrielle, ces deux signes annoncent que, sous le drapeau largement déployé du primat de l'industrie lourde, l'on se dispose à accorder certaines satisfactions au consommateur soviétique. Les exigences d'une démographie en expansion pèsent également sur les planificateurs.

Gomulka

Cyrankiewicz

Le plus malin des deux ?...

ressemblaient à aucun modèle connu, avaient déjà concilié l'apparence de démocratie et de liberté (plus de candidats que de sièges, des isolements, etc.) avec les impératifs de la dictature (une liste unique « préfabriquée ») sous les auspices de la raison d'État et de la raison tout court.

Leur résultat avait même été bien accueilli tant à Moscou (ce qui était essentiel pour éviter une « intervention » à la hongroise) qu'à Washington (où, rassuré sur la solidité du régime Gomulka, on consentit à ouvrir à Varsovie les négociations devant apporter à la Pologne cette aide économique sans laquelle elle risque l'étouffement).

Sur le plan intérieur, la première réunion de la Diète, qui, comme l'a souligné l'organe du parti communiste « Trybuna Ludu », joue « un rôle plus important dans la vie politique polonaise que dans les autres pays socialistes », a traduit dans la réalité la clé de l'expérience gomulkiste.

du gouvernement. Dans chacun de ces votes, on a noté des voix hostiles et parfois jusqu'à trente abstentions, et cela en dépit du fait que toutes les candidatures ont été présentées à la suite d'un accord entre les quatre groupes parlementaires (encore une « innovation ») : communiste, paysan, démocrate et « sans parti » sous influence catholique.

Mais l'équilibre entre « conservateurs » (staliniens) et « progressistes » (libéraux) est scrupuleusement maintenu. L'homme lige qui a survécu à toutes les sinuosités de la « ligne », l'intelligence la plus réaliste et la plus opportuniste de l'équipe, M. Cyrankiewicz, reste en place. A la tête du Conseil d'État reste le « demi-stalinien » Zawadski, mais il est flanqué de l'économiste keynesien Oskar Lange et du catholique traditionnel Zawieyski. Au fauteuil présidentiel de la Diète s'installe un ancien ami de M. Mikolajczyk, M. Wycech, dirigeant du parti paysan.

● *La Chine veut jouer un rôle international*

● *Franco devant les échéances politiques*

Enfin, il n'est pas interdit de penser que le ralentissement du développement de l'industrie soviétique peut trouver l'une de ses causes dans l'effondrement des plans économiques de coordination, qui liaient à l'économie soviétique les économies satellites, ainsi que dans les exigences croissantes formulées par la Chine, exigences qu'il importe de satisfaire si l'on ne veut pas voir Pékin faire à Washington des avances décisives.

● CHINE. — Les trois phases du périple de M. Chou En-Lai.

M. Chou En-Lai vient de concurrencer sérieusement M. Dulles dans le domaine du grand tourisme diplomatique : après avoir fait escale à Hanoï, Pnom-Penh, New Dehli, Rangoon, Karachi, il est brusquement revenu à Pékin. De là, il est parti, au début du mois de janvier, pour Moscou, Varsovie, Budapest. Après une nouvelle escale à Moscou, on le retrouve à Karachi, à La Nouvelle-Dehli, où le rejoint le maréchal Joukov et où il s'attarde singulièrement, et, enfin, à Ceylan. Le périple, commencé au mois de novembre 1956, ne s'achève qu'à la fin du mois de février 1957.

Chacune des phases de ce déplacement ministériel illustre un aspect fondamental de la partie diplomatique engagée par la Chine pour forcer l'entrée de l'O. N. U.

Au cours de ses premières visites dans le Sud-Est asiatique, Chou En-Lai a cherché avant tout à rassurer des auditoires asiatiques dont le neutralisme bienveillant importe, à la Chine. Il n'est pas interdit de penser que Chou En-Lai s'est efforcé également, au cours du même voyage, de marquer un point à l'égard de l'U. R. S. S., en se montrant plus respectueux de ses hôtes que, jadis, MM. Boulganine et Khrouchtchev, et en détachant de l'obédience moscovite les partis communistes locaux, afin d'en faire les auxiliaires dévoués de la grande République populaire asiatique. Mais Chou En-Lai comprit, au cours de ses déplacements, combien la répression de l'insurrection nationale hongroise par les chars russes du dernier modèle avait « défavorablement impressionné » les esprits de ses interlocuteurs, dont la complaisance est pourtant proverbiale.

La seconde phase de son voyage s'ouvre alors : Moscou, Varsovie, Budapest. Dans son intervention à l'intérieur du camp socialiste, Chou En-Lai trouve l'occasion de faire jouer à son pays, sur la scène internationale, le rôle de premier plan auquel aspire la Chine, privée d'un théâtre à sa mesure par son exclusion de l'O. N. U. Il

n'est pas interdit de penser que Chou En-Lai n'a consenti à jouer le rôle d'honnête courtier entre l'U. R. S. S. et ses propres satellites et à proclamer le leadership russe sur le camp socialiste qu'au prix de promesses précises d'aide économique accrue. Sans doute agit-il également sans arrière-pensée dans la mesure où il estime que le régime chinois se ressentirait lui-même de toute atteinte à l'unité du camp socialiste, et notamment dans la mesure où les satellites européens de l'U. R. S. S. demeurent l'une des principales sources des produits d'équipement indispensables au développement industriel chinois.

Mais, surtout, Chou En-Lai sent bien qu'en prêchant l'unité la Chine se dispose à devenir l'un des pôles de cette unité : lorsqu'elle fera figure de chef de file du monde socialiste, l'O. N. U. pourra-t-elle continuer à l'ignorer ? Tel est l'enjeu final de la partie engagée par la diplomatie chinoise.

La troisième phase du voyage de M. Chou En-Lai avait précisément pour but de prendre connaissance, par l'intermédiaire de Nehru, des réactions de Washington aux ouvertures discrètes de Pékin. De ce côté, les résultats sont moins satisfaisants : les États-Unis n'apparaissent pas prêts pour le moment à encourager une négociation directe entre Mao Tsé-toung et Tchoung Kaï-tchek pour le retour de Formose à la Chine. Engagés, d'autre part, dans une grande tentative de séduction des pays de Bandoeng, les U. S. A. semblent peu disposés à faire entrer le loup chinois dans la bergerie de l'O. N. U. Mais Nehru, médiateur universel, entend poursuivre

ses efforts auprès de ses nouveaux amis américains en faveur des ambitions de son plus dangereux rival.

● ESPAGNE. — Les lézardes du régime.

A défaut de passer pour un homme d'État, le général Franco avait jusqu'à présent un certain crédit d'habileté. On se demande

Franco

Le commencement de la fin.

d'ailleurs pourquoi, puisque la « politique » de ce militaire n'a jamais été qu'une défense passive de sa propre Excellence et que sa méthode n'a consisté, pour régner, qu'à diviser le peu de forces organisées qui restaient dans le pays. Alternativement, il a joué l'Armée contre la Phalange et la Phalange contre l'Armée. Le dernier remaniement ministériel rend quelques rênes à l'Armée, introduit des techniciens, répudie les « durs » de la Phalange : au total, ce savant dosage ne résout pas la crise du régime.

C'est que le jeu s'est un peu compliqué ces derniers temps, et le Caudillo donne des signes de faiblesse : depuis quelques années, l'Église, qui donnait trop l'impression d'accorder sa caution morale au chef d'un État chrétien généreux en prébendes, a modifié son attitude, et la signature du Concordat, en octobre 1953, n'a pas arrêté les critiques très vives prononcées *ex cathedra* par un nombre grandissant de

Chou En-Lai

Tous les chemins pour entrer à l'ONU.

● **Le Moyen-Orient, objectif n° 1 de la diplomatie américaine**

prélats espagnols à l'encontre de l'injustice sociale, de la paupérisation dans les classes laborieuses et de la censure des informations. En septembre dernier, l'Assemblée des Cardinaux et Archevêques a pris fermement position contre les différences scandaleuses entre revenus ouvriers et patronaux.

D'autre part, si les groupes d'opposition n'ont pas d'existence légale, le mécontentement populaire et ses manifestations récentes (grève des transports et mouvements étudiants à Barcelone, Madrid et Séville) peuvent leur conférer une plus grande vigueur. Malheureusement, le seul parti réellement organisé dans la clandestinité est le P. C., et, quoique son influence électorale éventuelle doive être faible, les autres mouvements de résistance (socialistes, libéraux, démocrates chrétiens) répugnent à s'associer à lui pour former un front uni : le souvenir du noyautage, puis de la trahison de la défunte République par les hommes de Moscou est vivace.

On ne peut donc pas s'attendre, pour l'instant, au succès réel d'une résistance consciente d'elle-même, suivie par la population ; mais les deux principales cités viennent de donner un avertissement sévère au régime. Celui-ci ne peut plus, sans être emporté par un malstrom libéral, y répondre autrement que par des mesures policières. Vingt ans d'immobilisme absolu ayant aggravé la situation économique et refusé à la jeunesse la moindre formation politique, on manifeste, souvent même au nom d'un idéal révolutionnaire (le gouverneur de Barcelone s'est fait traiter de « Kadar »), mais on ne sait qu'édifier. La monarchie ? On ne l'admettrait qu'à titre provisoire, faute de pouvoir compter sur une majorité républicaine suffisamment nette ; en tout cas, la monarchie n'a guère de partisans, surtout chez les intellectuels et la jeunesse (les étudiants sont le plus souvent républicains et européens). La plupart des articles publiés en France, avant et après le remaniement ministériel, commettent l'erreur classique de parler de la monarchie comme de la solution souhaitée par l'Église et « prônée par l'Opus Dei ». La vérité est que seule une poignée de monarchistes, dont deux ou trois sont membres de cette société purement religieuse, peut s'exprimer dans le cadre du régime actuel, mais tout le monde sait aujourd'hui que l'Opus Dei compte beaucoup de républicains, pour l'instant condamnés au silence.

Aux côtés de Franco, restent la Phalange et l'Armée. Mais l'Armée a été déçue par la perte du Maroc : suffit-il de lui donner

des... maroquins ? La Phalange est divisée en une droite intégriste, plus franquiste que Franco, et une « gauche » assez proche du (national-) socialisme autoritaire. José Luis Arrese, ex-ministre de la Phalange, appartenait à la première tendance : son projet de réforme de l'État, élargissant les

mais ne donne aucun crédit à un régime épuisé. La manœuvre n'est pas nouvelle, mais elle révèle plus clairement les craintes de Franco, incapable de colmater les lézards de la façade du système. Sous la férule du Caudillo, le nouveau cabinet ne peut guère passer pour un ministère « de transi-

Ibn Séoud

Eisenhower

L'argent n'a pas d'odeur, mais le pétrole en a...

pouvoirs de la Phalange, avait rencontré l'opposition générale, et c'est son offre de démission qui a ouvert la « crise » dont on parlait à Madrid depuis janvier. A la seconde tendance de la Phalange, se rattache le bouillant Dionisio Ridruejo, dont le rapport secret sur la Jeunesse a eu un grand retentissement (voir *Esprit*, septembre 1956).

Cette légère modification de l'assiette gouvernementale et une activité diplomatique intense veulent masquer les manifestations pacifiques des masses de Barcelone et de Madrid et le mécontentement général. Qui croira que le plan de Fédération Méditerranéenne, réunissant les États Arabes et les Nations Latines par la grâce de Franco, ait la moindre chance d'aboutir ? Les visites de Mohammed V et d'Ibn Séoud, l'appui sans réserve donné à la France lors des débats de l'O. N. U. sur l'Algérie ne sauraient faire illusion : tout cela, sans doute, ne dessert pas l'Espagne,

tion », mais il sera peut-être le dernier du régime franquiste. Le remplacement d'un phalangiste de droite par un phalangiste modéré, d'un civil par un militaire, d'un politique par un technicien, n'aura aucune conséquence politique : c'est, une fois de plus, un geste psychologique, une parade destinée à retarder l'inévitable, la fin de la dictature.

● **D. Eisenhower ou le protecteur de l'Islam.**

Champion de l'Occident, grand justicier de l'O. N. U., le président Eisenhower s'est révélé au monde comme le protecteur des Lieux Saints de l'Islam en formulant, le 6 janvier dernier, devant le Congrès des U. S. A., sa doctrine pour le Moyen-Orient, qui est une mise en garde adressée à l'U. R. S. S. contre toute velléité d'intervention dans une région carrefour où s'articulent l'Europe, l'Asie et l'Afrique.

● *Pronostics pour la ratification du Marché Commun*

Tout en affirmant son attachement au principe de non-ingérence, Ike a déployé si largement le champ étoilé de la bannière américaine qu'il a semblé réserver une place privilégiée au Croissant oriental...

Français et Britanniques se sont un moment réjouis de ce que leur riposte aux provocations de Nasser ait amené les États-Unis à découvrir l'aspect militaire de la pénétration soviétique en Égypte et en Syrie; mais ils n'ont pas tardé à comprendre que, dans la mesure même où l'événement leur donnait raison, la grande Amérique y trouvait un motif supplémentaire d'inviter par préterition les « colonialistes » à l'effacement.

Le Président Eisenhower a, le 6 janvier, fait sentir le poids des armes américaines plus qu'on ne l'aurait attendu, au risque d'apparaître un protecteur abusif... Sa déclaration d'intention marque déjà un écart sensible par rapport aux positions qu'il avait prises au plus fort de la crise de Suez. Il est clair, en effet, que les outrances du colonel Nasser, prisonnier d'une petite camarilla pro-soviétique, comme les frénésies du gouvernement syrien, contrôlé par une armée fortement soviétisée, ont, à la longue, indisposé le gouvernement de Washington : il a cherché parmi les quatre zéloteurs du pan-arabisme — Syrie, Jordanie, Égypte et Arabie Séoudienne, — qui forment un clan bien distinct des autres États arabes, un leader de rechange plus proche de l'Occident.

Il l'a trouvé en la personne d'Ibn Séoud, qui joint en sa personne la double qualité de suzerain de La Mecque et de roi du pétrole. Si grande est, en même temps, l'emprise des intérêts pétroliers sur la politique américaine qu'à son voyage de retour le roi d'Arabie eut toute liberté de tenir, tant à Rabat qu'à Tripoli, des propos hostiles à la présence française en Algérie et au Sahara.

Cinq semaines plus tard, la note Chepilov répliquait à Eisenhower, s'abritant derrière le principe de non-ingérence. Les Soviétiques, sensibles au coup d'arrêt américain, ont astucieusement proposé la liquidation des bases et le retrait des forces étrangères — un tel précédent pourrait servir, — ils ont préconisé le refus commun de fournir des armes au Proche et au Moyen-Orient, et ils ont surtout mis l'accent, bien plus que ne l'avait fait Eisenhower, sur l'aide économique non assortie de conditions politiques, par une allusion directe aux méthodes américaines.

Les Américains se trouvent donc conduits à suivre tant bien que mal les pas des Franco-Britanniques ; mais leur inclination natu-

relle les pousse à miser sur les féodaux qui sont les tenants du passé. Il leur faudrait veiller davantage à ce que les dollars distribués ne soient pas dissipés en royalties, mais utilisés pour améliorer le sort des masses, par un système de réinvestissement dont l'Irak donne l'exemple ; sinon, ils ne feront pas efficacement obstacle à l'infiltration soviétique, qui fait d'insidieux progrès en Syrie, en Jordanie et en Iran.

En somme, les Français et les Britanniques ont démerité pour n'avoir pu faire triompher leurs vues ; ils devraient, avec les autres européens, méditer sur leurs divisions passées. Seule leur union, au sein d'une organisation qui contribuera au développement de l'Afrique, les libérera de l'état de dépendance où ils se trouvent actuellement réduits.

● *La bataille du marché commun.*

La négociation terminée, voici que s'ouvre la bataille pour la ratification du marché commun. Ce ne sera pas la moins difficile.

Que de chemin parcouru depuis la Conférence de Messine, où, le 3 juin 1955, les six ministres des Affaires étrangères de l'époque ont pris l'initiative d'une relance européenne dans le domaine économique ! Il a fallu plusieurs mois, presque une année de travaux, au sein du Comité inter-gouvernemental des experts, à Bruxelles, et plusieurs réunions des ministres des Affaires étrangères pour élaborer un projet de traité qui tienne compte des demandes françaises. Pour résoudre les problèmes les plus ardues — celui de l'harmonisation des charges sociales et celui de l'association des pays d'outre-mer, — il a fallu deux rencontres à « l'échelon le plus élevé ». Il suffit de comparer le rapport des chefs de délégations d'avril 1956 au traité actuel pour mesurer l'étendue des concessions de nos partenaires.

Les garanties et les avantages obtenus, notamment en matière agricole, sont de nature à apaiser, chez nous, bien des craintes, mais aussi à rendre la ratification difficile dans certains parlements étrangers : en Hollande, par exemple, où la majorité des deux tiers est requise, les socialistes se sont déclarés hostiles à l'association des pays d'outre-mer. S'ils votaient contre, la ratification exigerait une révision constitutionnelle.

Mais la clef de l'Europe reste entre les mains des Français. L'opinion publique paraît, dans l'ensemble, favorable. Les milieux industriels sont divisés. Le régime spécial de l'agriculture ne peut que don-

ner satisfaction aux milieux agricoles.

La ratification est-elle pour autant assurée ? On doit s'attendre à ce que l'accord du 20 février entre les chefs du gouvernement fasse l'objet de vives attaques. Certains contesteront le principe même de l'association des pays d'outre-

Maurice Faure

Des problèmes ardues pour un jeune ministre.

mer. Beaucoup jugeront insuffisante la participation des autres pays à notre effort d'investissement. On s'inquiétera de l'ouverture, si faible soit-elle, des marchés africains aux produits de nos « concurrents » européens. Qui plus est, il est à craindre que bon nombre d'élus africains ne jugent cet accord de principe peu avantageux dans l'immédiat, voire inquiétant pour l'avenir. M. Senghor l'a déjà critiqué. Les R. D. A. ne suivront pas nécessairement M. Houphouët. Il faut donc prévoir un débat difficile.

Du moins l'accord du 20 février est-il une étape sur la voie de l'association nécessaire entre l'Afrique et l'Europe, la première manifestation d'une politique commune, appelée aux plus vastes développements. Il eût été vain et dangereux d'attendre du marché commun qu'il décharge la France de ses responsabilités : l'Europe n'est pas une formule magique qui nous dispense de l'effort national. Mais elle stimulera cet effort et le rendra plus efficace

Politique économique :

JAMAIS rentrée n'aura paru plus maussade que celle de l'automne dernier, Algérie, Hongrie, Suez ont rapidement assombri les perspectives économiques, demeurées relativement riantes à la veille des vacances. Difficultés de l'approvisionnement en pétrole, manipulations de l'indice des 213 articles, début d'agitation sociale, déficits croissants du commerce extérieur et du budget n'ont cessé depuis d'aviver l'inquiétude.

Les esprits les mieux disposés à l'égard du gouvernement Guy Mollet s'étonnent de voir des dirigistes de doctrine recourir au jour le jour aux expédients les plus traditionnels et les plus discutables. L'incohérence des mesures et des déclarations relatives à l'essence serait-elle le reflet d'une incertitude plus profonde quant à la politique économique en général ? L'étroite subordination réalisée — au moins sur le papier — des ministres techniques et économiques au ministre des finances aurait-elle pour résultat de sacrifier les programmes d'avenir aux préoccupations immédiates d'équilibre comptable, comme aux plus beaux jours du radicalisme de l'époque classique ? N'envisageait-on pas récemment de tailler dans les crédits du commissariat à l'énergie atomique ? Aura-t-il fallu attendre un gouvernement socialiste pour donner le signal de la réduction généralisée des programmes d'investissement ?

Le moment est pourtant venu d'apprécier la portée exacte des événements qui viennent d'affecter la conjoncture et de fixer les orientations générales de notre avenir économique en fonction de données nouvelles.

Le présent : ombres et lumières.

Il serait certainement excessif de s'attendre dans l'immédiat à un arrêt de l'expansion. Sans des circonstances climatiques exceptionnelles, l'accroissement global de la production se serait poursuivi en 1956 à un rythme sensiblement égal à celui de 1955. Tel quel, il dépasse encore largement les 4 %, ce qui, comparé à la cadence moyenne de progression de 3 % tenue par les États-Unis, demeure très honorable.

L'industrie est évidemment en vedette, notamment celle des métaux (+ 9 %). Les commandes militaires assurent à la production automobile et à tous les secteurs voisins une relance que devrait normalement entretenir la reprise des achats privés attendue pour le printemps. La même cause a provoqué une nette reprise du textile (+ 8 %), naguère en sérieuse difficulté.

L'heure des décisions

Seul, demeure en arrière le bâtiment. Ce retard est une manière de scandale sur le plan social. Il freine l'expansion avec une efficacité qui ne saurait être surestimée, en raison des nombreux secteurs industriels auxquels demeure liée cette activité-clé. Les pouvoirs publics ont sans doute raison de modérer le financement de la construction, physiquement bloquée par le goulot d'étranglement de la main-d'œuvre. Mais il faut constater leur échec à promouvoir sur une grande échelle — ou à imposer — dans ce secteur une industrialisation et une modernisation à défaut desquelles d'archaïques structures continuent à peser lourdement sur notre économie.

Dans le domaine agricole, la seule perspective vraiment inquiétante est la sérieuse diminution des quantités de bovins livrés pour la consommation (— 14 % en 1956), alors que la demande ne cesse de croître. Une politique de développement du cheptel — entreprise difficile entre toutes — s'impose d'urgence.

Au total, malgré quelques graves faiblesses, la machine continue à tourner à une allure satisfaisante. Les experts calculent même qu'en 1956 les investissements auraient progressé d'environ 10 %, taux très remarquable, qui assurerait à la production la possibilité d'effectuer prochainement de nouveaux bonds en avant. Sans doute de telles estimations demeurent-elles assez largement conjecturales. Il reste que le lourd déficit commercial de 1956 (plus de 400 milliards, contre une situation à peu près équilibrée l'année précédente) est dû pour une part à des importations supplémentaires de biens d'équipement, ce qui confirme l'existence d'un investissement important.

Réconfortante, cette perspective signifie aussi, malheureusement, que le déséquilibre de la balance commerciale est lié à l'expansion et risque de poser en permanence un sérieux problème.

Il en est de même pour le budget. De loin plus élevé que tous ceux rencontrés ci-dessus, le taux d'accroissement des dépenses publiques a atteint 16 % en 1956. Cependant les recettes progressaient seulement de 11 %.

Pour couvrir l'écart, le Trésor n'a pas dû emprunter moins de 400 milliards (contre 100 en 1955), chiffre considérable.

Si de telles ressources ont pu être trouvées, sans difficulté excessive, sur le marché financier métropolitain, c'est que, sous la pression des événements politiques, de nombreux Français d'Afrique du Nord ont,

en 1956, désinvesti ou moins investi que dans le passé, cependant que l'économie algérienne, ne pouvant « absorber » les dépenses massives de la métropole dans ce territoire, faisait refluer le trop-plein vers la France. Ainsi les rapatriements de capitaux qui sont la conséquence de la situation en Algérie ont contribué indirectement à faciliter le financement des dépenses militaires en Afrique du Nord.

Telles sont les interprétations qui paraissent rendre compte des apparentes contradictions d'une situation économique complexe.

Mais, au delà du quotidien, quelles sont les perspectives à plus long terme ?

* * *

L'avenir économique français paraît lié à l'issue des trois batailles majeures qu'il va falloir livrer pour l'équipement de la métropole, pour le développement économique des pays d'outre-mer, et au sein du marché commun.

Un seuil abrupt.

Le fait que les chefs d'entreprises aient généralement décidé en 1956 de ne pas réduire leurs investissements, à l'approche des premières difficultés, dénote un état d'esprit qui contraste heureusement avec les réflexes malthusiens de l'avant ou de l'immédiat après-guerre et fait bien augurer de l'avenir.

Toutefois, dans notre pays, où l'inquiétant retard de l'équipement et l'ampleur de la reconstruction à entreprendre ont conduit la puissance publique à intervenir de manière prépondérante dans la conduite des affaires économiques, l'effort des entreprises privées ne saurait suffire, et l'action propre de l'État dans le domaine des investissements joue un rôle déterminant. Ici, apparaît un problème crucial. Sera-t-il possible aux pouvoirs publics, au cours des prochaines années, de satisfaire également à tout moment aux deux impératifs, fondamentalement liés, de l'équilibre de notre système économique et de sa croissance au rythme sévère du monde moderne ? Peut-on poursuivre vigoureusement la politique d'expansion sans déficit ? L'instabilité économique et financière d'après guerre, même largement faite la part d'erreurs souvent dénoncées, reflétait pour une part un vigoureux effort de rééquipement.

La croissance économique dans un pays comme le nôtre, aux ressources naturelles limitées et en retard dans certains domaines techniques, demeure forcément disconti-

nue. Après avoir récolté pendant trois années euphoriques ce qui avait été tant bien que mal semé au cours des huit précédentes, l'heure a de nouveau sonné d'un vigoureux coup de collier. Équipements hydro-électriques, formation des ingénieurs et des techniciens, infrastructure atomique, investissements agricoles et industriels conduisent inévitablement pendant quelques années, toutes choses égales par ailleurs, à une augmentation des dépenses.

l'au xamaier

Le pire serait une politique financière à courte vue...

publiques et, probablement aussi, des importations :

Or, sauf amélioration de la situation en Afrique du Nord, aucun allègement important ne peut être facilement trouvé ailleurs. Une gestion même rigoureuse des crédits et des deniers, dès lors qu'elle réservera la part vitale de l'investissement, risque de ne pouvoir assurer l'équilibre. De quelque manière qu'on aborde la question, la France, ni l'Europe ne paraissent donc pouvoir forcer le passage vers l'ère atomique, sans un minimum d'aide extérieure. Le pire serait, en pratiquant une politique financière à courte vue, de se fermer les portes de l'avenir. Un avenir très proche puisqu'il se situe, de l'avis général, aux environs de 1975.

L'Afrique n'est pas un Eldorado.

Les charges de la métropole ne sont d'ailleurs pas les seules à prendre en considération. En 1955, les dépenses publiques de la France dans les pays d'outre-mer, qu'elles soient administratives, militaires ou d'investissement, ont représenté 4 %

du revenu national. En 1956, le pourcentage a sans doute été plus fort encore.

Cet effort ne va pas sans contrepartie, puisque ces dépenses refluent partiellement, on l'a vu, sur la métropole, où elles contribuent, d'une manière ou d'une autre, à stimuler l'activité d'un certain nombre de secteurs. La zone franc constitue une source d'approvisionnement intéressante pour quelques produits et plus encore un débouché à bien des égards privilégié. Mais elle n'a pu apporter, tout au moins jusqu'à ce jour, aucun allègement à notre pénurie cruelle d'énergie et de matières premières industrielles. Le stimulant artificiel d'un marché réservé ou des dépenses militaires risque à long terme de se révéler nocif. A niveau égal de dépenses, des investissements publics dans des secteurs métropolitains bien choisis seraient infiniment plus profitables...

Ce qu'on pressent actuellement des perspectives de développement outre-mer, liées à quelques grands projets dont il est souvent fait état, n'est pas de nature, au moins dans un avenir prévisible, à inverser la proportion des profits et des charges. L'Algérie est pauvre plutôt que sous-développée, et, sauf découverte de gigantesques gisements de pétrole ou révolution de la technique, l'élévation de son niveau de vie (ou même son maintien) nécessitera, dans les circonstances politiques les plus favorables, une aide extérieure massive et continue.

En Afrique noire, par contre, s'ouvrent, avec les récentes découvertes minières et énergétiques et même sur le plan agricole, de plus brillantes perspectives, mais dont l'échelle demeure encore restreinte.

Ainsi, pour des dépenses d'investissement croissantes, l'avenir des pays d'outre-mer semble offrir des contre-parties d'autant plus limitées qu'il n'est pas raisonnable de compter maintenir indéfiniment un régime dans lequel 60 à 70 % des débouchés nous sont réservés. Les concours étrangers déjà apportés à l'Afrique noire, ceux qui viennent d'être décidés dans le cadre du marché commun — et l'évolution politique des territoires — postulent à plus ou moins long terme un sérieux assouplissement des protections douanières et monétaires.

Encore qu'il soit vain de prétendre en un tel domaine à la rigueur d'une démonstration mathématique, l'opération « pays d'outre-mer » ne semble devoir se révéler, ni dans le présent, ni à moyen terme, comme économiquement rentable.

Mais on ne peut se dispenser de regarder vers le long terme et au delà du domaine strictement économique. En dehors même de toute considération de morale interna-

tionale, il n'est pas besoin d'insister sur l'avenir trouble et menaçant qui résulterait de l'impuissance des grandes nations industrielles à prévenir le désespoir des deux tiers de l'humanité affrontés à l'angoissant problème de défendre un niveau de vie misérable contre une rapide croissance démographique. Elles sont condamnées à intervenir, ne serait-ce que pour empêcher le développement d'une situation dangereusement explosive.

Cédant à l'insistance de la France, les nations européennes signataires du traité de marché commun viennent d'ailleurs d'accomplir un geste positif, encore que limité, à l'égard des pays africains auxquels elles demeurent plus particulièrement liées. Mais cet engagement, satisfaisant en principe, de participer aux investissements dans les territoires de la zone franc n'est pas d'un ordre de grandeur tel qu'il change les données immédiates du problème que ceux-ci posent à l'économie métropolitaine.

Aucune occasion ne devra être négligée d'accroître ces concours étrangers, européens ou autres, sans pour autant différer d'adapter, mieux que par le passé, les programmes de croissance aux nécessités et aux intérêts propres des territoires. Ainsi, à l'heure où les participations extérieures s'accroissent, devient-il plus urgent que jamais de former des cadres économiques africains et de leur faciliter l'accès aux postes de direction et de responsabilité. Agir différemment serait à la fois manquer le but principalement politique de l'opération et s'égarer en poursuivant la chimère d'un profit économique durable.

Il est aisé de prévoir les implications d'un tel choix pour la métropole. Des méthodes commerciales devront être modifiées, des courants d'échanges traditionnels reconvertis. Il sera demandé à la métropole moins de produits de consommation et plus de biens d'équipement. Par une autre approche, on se retrouve ramené à la nécessité, précédemment entrevue, d'accentuer encore l'orientation amorcée des activités françaises vers les industries d'équipement. Quel que soit le caractère pénible des reconversions à entreprendre, il est en définitive satisfaisant de constater que les intérêts strictement métropolitains et ceux des pays d'outre-mer ne sont nullement contradictoires. Ils s'harmonisent de surcroît avec les changements de structure constatés depuis la guerre dans les échanges à l'échelle mondiale.

Ne pas imiter l'autruche.

Le marché commun ne peut manquer, de son côté, d'exercer une pression dans le même sens. Il serait sans doute faux de

croire qu'une telle institution puisse entraîner des effets automatiques dans le domaine de l'économie. Partisans et adversaires du traité sont parfois tombés sur ce point dans la même erreur.

Les possibilités offertes par la création d'un grand espace économique ne pourront être exploitées qu'au terme d'une adaptation nécessairement progressive. En attendant, la véritable différence entre le maintien du *statu quo* et la construction du marché commun paraît bien, en définitive, être la suivante. Choisir la première solution revient à se priver, dans la recherche d'une production compétitive, du moyen de pression de la concurrence extérieure. Dans la seconde, chacun est contraint de partager dès maintenant le sentiment peu agréable, mais salutaire, de l'urgence des adaptations nécessaires. Dans l'une et l'autre hypothèse, la partie n'est jamais perdue, ni gagnée d'avance. Il semble néanmoins préférable, tout compte fait, de regarder la réalité en face le plus tôt possible et de se mettre en mesure de l'affronter dans les délais prévus.

Ainsi, les choix — ou les absences de choix — de l'année 1957 vont engager l'avenir.

Echéances démographiques et techniques, rendez-vous avec les pays d'outre-mer et avec l'Europe n'imposent pas d'exigences contradictoires. Si la route est clairement tracée, l'inquiétude vague qui se développe dans l'opinion depuis l'automne peut être dissipée. Des sacrifices pourront être demandés au pays, et des concours sollicités — dans la dignité — à l'extérieur, pour combler des déficits, probablement inévitables.

Il existe, au delà des tensions financières temporaires et des vicissitudes toujours possibles dans les relations de la France, des pays d'outre-mer et de l'Europe, des constantes économiques qui offrent aux dirigeants publics et privés de l'économie un point de repère et un terrain solide pour bâtir.

Mais l'immobilisme du gouvernement risquerait, à la faveur du moindre incident, d'engendrer un défaitisme économique généralisé. La France pourrait bien alors descendre de plus en plus vite le chemin qu'elle a aujourd'hui résolu de gravir. Elle dirait non au marché commun, refuserait d'assurer les charges du développement des pays d'outre-mer et finalement celles même d'une grande nation industrielle.

Rarement ministre des Finances et des Affaires économiques aura couru à la fois autant de risques et de chances.

J. BAURY.

La jeune science devant notre monde

par Albert DUCROcq

LA France est trop souvent présentée comme le pays où l'on décourage toutes les initiatives. C'est, hélas ! particulièrement vrai dans le domaine scientifique où une doctrine dite officielle tend à dresser un barrage contre toutes les idées neuves, ou du moins cherche à intégrer à tout prix ces idées dans les cadres existants. Or, aujourd'hui, une telle intégration n'est plus pensable, et ainsi assiste-t-on à une profonde coupure entre une nouvelle science, naissant en marge, et la science classique, qu'elle doit normalement englober demain. Et cette jeune science nous vaut, dans tous les domaines, la promesse d'un bouleversement radical.

Celui-ci apparaît d'abord sur le plan de la connaissance pure, de son sens, de ses limites. Alors qu'hier on pouvait encore caresser l'espoir de voir le physicien découvrir à travers des particules ultimes le secret de l'architecture de l'univers, c'est aujourd'hui un rêve qui s'évanouit en même temps que l'on se demande s'il y a réellement des particules ultimes : à en juger par les dernières recherches, n'apparaît-il pas que le proton (noyau de l'atome d'hydrogène, réputé simple, les autres noyaux atomiques étant formés par une association de plusieurs protons et neutrons) serait complexe, constitué par des mésons en rotation autour d'un cœur de matière, c'est-à-dire qu'il serait lui-même une sorte d'atome à l'échelon inférieur ? Dès lors la question se pose : où cette décomposition s'arrêtera-t-elle ? Mais une telle manière de voir est elle-même dépassée : l'expression de particules n'est plus qu'un mot, tandis que les notions de charge électrique, de masse, d'énergie, d'espace ou de temps ne sont plus considérées désormais que comme des coefficients. Le concept d'existence absolue disparaît pour faire place à celui d'« êtres mathématiques ».

Nous entrons ainsi dans un symbolisme où toutes les transformations sont permises. Les véritables progrès dans la connaissance intime de l'univers ne dépendent plus tellement aujourd'hui des recherches de physique atomique que de l'élaboration d'une théorie de la connaissance : l'aspect selon lequel un être apparaît — et cela est vrai de l'infiniment petit à l'infiniment grand — dépend en effet de l'interférence que l'observateur peut avoir avec lui, de sorte que l'on ne peut jamais parler que d'informations relatives. Et c'est là une notion qui demande à être méditée, car elle peut aussi bien s'appliquer à toutes les questions économiques et humaines...

Les problèmes de la vie se présentent d'autre part sous un jour entièrement neuf dès l'instant où la biocybernétique explique que la caractéristique fondamentale de l'être vivant, c'est-à-dire la faculté de pouvoir créer de l'organisation (et notamment de fabriquer un nouvel être vivant), tient essentiellement... à son organisation. On sait, en effet, que certains mécanismes (dont l'exemple classique est le régulateur de vitesse de Watt, équipant les machines à vapeur) présentent cette particularité de contrôler eux-mêmes leur propre marche, en présence de conditions extérieures changeantes. L'agencement interne de ces mécanismes fait à chaque instant « rétroagir » l'effet produit par leur fonctionnement sur la commande de leur mouvement (dans le régulateur de Watt, les variations de la vitesse de la machine, dues à des

causes quelconques, ont pour effet de modifier l'action de la force centrifuge sur un balancier, qui aussitôt se déplace, agissant sur l'admission de vapeur de façon à ramener la vitesse à la constante voulue). Ainsi, de simples systèmes mécaniques demeurent-ils assujettis d'eux-mêmes à la finalité qu'a voulu leur imposer leur constructeur.

Par analogie, toute l'histoire de la vie peut être regardée comme une vaste « rétroaction » positive qui était « logique », dès l'instant où, dans son état primitif, notre planète se trouvait dans des conditions déterminées qui permirent un amorçage du mouvement. Mais cela n'enlève rien à la « valeur » de la vie. Au contraire : alors que, dans l'ensemble de l'univers, le monde de la physique obéit tout entier à la loi d'une croissance systématique de « l'entropie » — nous voulons dire d'une augmentation de sa « quantité de désordre », — c'est le propre de la vie de pouvoir renverser ce mouvement. La classique conception de deux puissances antagonistes luttant pour la possession de l'univers, dont on aperçoit le principe dans l'ésotérisme de toutes les religions, trouve en la matière une confirmation d'une singulière ampleur, le destin de la vie paraissant devoir être étendu à une conquête sur l'univers tout entier.

Sur ces bases, on peut bien ainsi affirmer qu'une jeune science est en gestation qui contient le germe d'une étonnante philosophie et dont les années

à venir vont connaître les développements.

En même temps, une des caractéristiques du nouvel âge veut être de faire participer l'ensemble des hommes à cette passionnante croisade du savoir, sous les auspices d'une « organisation » générale de la planète qui doit faire largement fi des principes et des privilèges d'hier. Sur le plan purement matériel, la science, en effet, dispose aujourd'hui, avec ce produit industriel de la cybernétique qu'est l'automatisme, d'un atout d'une valeur inestimable. Les techniques modernes nous apprennent que tout travail programmé, à l'usine comme au bureau, peut être automatisé. C'est pour le monde la perspective d'être demain libéré, grâce aux machines, de toutes les corvées, de toutes les opérations ne réclamant aucune initiative, dans le temps où enfin nous pouvons enregistrer une gigantesque expansion intellectuelle et culturelle et concevoir que la science devienne l'activité humaine n° 1...

Saurons-nous comprendre qu'il n'est pas de tâche plus importante que de nous préparer à la révolution matérielle et intellectuelle totale que les techniques nouvelles vont apporter au monde ?

Dès 1937, le véritable fondateur de la cybernétique moderne, F. Dussaud, qui, trois ans plus tôt, présentait déjà dans la cour de la Sorbonne un chariot électrique doté de véritables organes des sens et de mémoire, proposait de construire pour l'Exposition Internationale des avions servocommandés. Mais le Ministre de l'Air devait alors lui répondre que « ses travaux n'intéressaient que trop indirectement la Défense Nationale pour pouvoir être pris en considération » (sic).

Souhaitons que les hommes politiques d'aujourd'hui sachent méditer cet exemple !

Albert Ducrocq et son regard électronique.

« Les jeunes gens sont bien heureux ; ils verront de belles choses. »

(Voltaire)

Les projets de rénovation de l'armée ne doivent pas être un alibi financier.

New-look

« L'ARMÉE est une nation dans la nation ; c'est un vice de notre temps », écrivait Alfred de Vigny en 1835. Plus d'un siècle après, ce jugement demeure toujours aussi vrai. L'ignorance, voire la méfiance réciproque, des militaires et des politiques, leur absence de liaison intellectuelle ont été à coup sûr l'une des raisons déterminantes de notre affaiblissement après 1918, fatal au maintien de la paix et à la sauvegarde des libertés. Ainsi s'explique aussi pour une part la crise du moral de l'armée, qui existe en France à l'état presque chronique et dont l'affaire du général Faure et les mémoires publiés récemment par plusieurs officiers supérieurs constituent de nouveaux symptômes.

Au moment où les allusions menaçantes de M. Boulganine à l'emploi éventuel de fusées atomiques intercontinentales, lors des événements de Suez, viennent de révéler au grand public que l'ère apocalyptique des « engins » à long rayon d'action était désormais ouverte, et où les questions militaires interfèrent de plus en plus avec les problèmes diplomatiques, financiers, politiques, l'opinion doit être informée des grandes données de notre politique de défense nationale. Dans l'article ci-dessous, André Monteil a bien voulu traiter pour nos lecteurs les questions soulevées par les récents entretiens entre les ministres de la Défense Nationale de France et de Grande-Bretagne.

est-il conciliable avec la situation présente dans laquelle un seul partenaire, les États-Unis, possède les armes de la sécurité commune ? Ces questions ne peuvent être qu'évoquées ici, leur discussion dépassant le cadre cet article.

D'autre part, l'organisation de notre sécurité générale ne peut nous dispenser de remplir nos obligations et de veiller à nos intérêts strictement nationaux, qu'il s'agisse de la protection et de la sécurité des pays d'outre-mer, ou de la « défense en surface » du territoire métropolitain en cas de conflit.

Pour une nouvelle structure.

Ces distinctions doivent donc conduire à la mise sur pied de trois sortes d'unités, chacune avec sa mission définie, sa structure et son armement propre : les divisions de type OTAN, représentant l'apport français dans le corps de bataille atlantique, mobiles, dotées d'une très grande puissance de feu, grâce à l'appoint des armes nucléaires tactiques ; les troupes de l'Union française, chargées de la protection et de la sécurité des territoires d'outre-mer, appuyées sur un système de bases fixes, formant un ensemble homogène, autonome, et prêtes à intervenir instantanément sur les points menacés, avec leurs avions et leurs parachutistes ; enfin, les unités de défense en surface, entraînées à la « guérilla », renforcées, en cas de guerre, par l'apport de réservistes mobilisés sur place et agissant en liaison avec la défense aérienne du territoire (D. A. T.) et les Services de la Protection civile.

Il faut bien reconnaître que nous sommes aujourd'hui loin de compte ! Au cours de ces dernières années, conformément à l'usage qui veut que l'effort correspondant à des engagements internationaux prenne le pas sur l'effort proprement national, la contribution française à l'OTAN a reçu la priorité ; non sans à coups, d'ailleurs, puisque, pour les besoins de l'Indochine d'abord, et plus récemment de l'Afrique du Nord, les divisions OTAN, mises sur pied au prix des plus grands efforts, étaient démantelées, pour fournir en hâte des effectifs de combattants très classiques à la rizière ou au djebel. Quant à la défense en surface, elle est pratiquement inexistante et restera sans consistance tant que tous les soins du commandement et toutes les disponibilités en cadre seront absorbés par les tâches immédiates de l'outre-mer.

La protection civile.

Particulièrement négligée a été, d'autre part, la protection civile ; et pourtant que faut-il entendre par « se défendre » à l'ère atomique, sinon d'abord « ne pas être anéanti » ?

L'esprit humain surmonte difficilement ses routines. Tout se passe comme si nos stratèges en étaient restés à l'image désuète du « front », spécifiquement militaire,

Aucune nation ne peut plus se suffire militairement.

Il serait donc chimérique d'étudier la réorganisation de notre appareil militaire comme s'il devait constituer un ensemble se suffisant à lui-même, une parade à n'importe quel danger. En vérité, même les États-Unis et l'U. R. S. S. éprouvent encore le besoin de trouver des moyens supplémentaires. Les États-Unis organisent un système de bases périphériques, tant en Asie qu'en Europe. L'Union Soviétique s'assure, grâce aux États satellites, une vaste zone-tampon, indispensable à la protection immédiate de ses centres vitaux. Même l'État le plus totalitaire — donc le plus mobilisable — a besoin, en effet, pour l'alerte comme pour la riposte, d'un certain délai.

Il convient dès lors d'admettre que notre sécurité générale ne peut être assurée que, dans le cadre d'une alliance, d'une coalition ou, mieux, d'une intégration plus profonde, au sein de l'Union Européenne et de la Communauté Atlantique, valorisant nos forces nationales autrement parfaitement inutiles.

Cette conception soulève, bien entendu, de nombreux problèmes d'une grande actualité, comme l'ont montré les récentes discussions internationales à propos du projet des Britanniques de réduire de 80 000 à 53 000 les effectifs de leurs divisions OTAN stationnées en Allemagne. Quelle est la fonction des forces militaires classiques — les seules dont la France dispose actuellement — dans la stratégie de la guerre « absolue » à l'âge des engins nucléaires téléguidés ? Quelles sont les conceptions stratégiques de l'alliance atlantique ? Comment l'équilibre de l'alliance

A L'ISSUE des conversations de Londres, entre M. Bourguès-Maunoury et M. Duncan Sandys, la presse a fait grand état d'une imminente reconversion de l'armée française, sous le signe de la modernisation et de l'efficacité. On voudrait croire que ces intentions correspondent à une étude sérieuse des besoins et des moyens, et non, comme on l'a déjà vu en d'autres circonstances, au simple désir des gouvernements, saisis à la gorge par des impératifs financiers, de trouver un alibi commode pour stopper ou ralentir l'effort de défense en cours, au nom de l'effort de défense de demain.

En fait, plus les difficultés financières d'un pays sont grandes, plus il lui est malaisé de moderniser son armée. L'Union Soviétique ou les États-Unis peuvent décider de supprimer les divisions classiques pour accroître leur effort sur l'arme atomique ou de remplacer les avions d'interception par des engins spéciaux téléguidés. Pour la France, une telle reconversion se traduirait d'abord par des dépenses difficilement supportables. De plus, il ne suffit pas de décider pareille révolution, pour que — dans un délai proche — la nation soit techniquement et industriellement à même de l'accomplir. Dire que, dans la défense aérienne du territoire, les engins téléguidés vont succéder à l'aviation de chasse, c'est définir une orientation saine et un objectif techniquement souhaitable. Mais peut-on affirmer que la mise au point des « missiles » français soit désormais achevée ? Et que veut-on dire en parlant, dans les nouveaux plans, de substituer la notion de « représailles » à celle de « défense », puisque tout le monde sait que la bombe atomique française n'est pas pour demain ?

militaire ?

par André MONTEIL.

bouclier de la nation, à l'abri duquel la vie civile continue, troublée seulement par l'intervention importune, mais non décisive, de l'aviation ennemie. Peut-on conclure autrement quand, sur un budget de 1100 milliards, la protection civile, celle qu'on appelait autrefois la défense passive, ne dispose pas d'un millième des crédits, sous prétexte qu'elle n'est pas totalement efficace ? La défense aérienne du territoire, elle aussi, ne présente qu'une efficacité partielle, puisqu'on sait que, dans la meilleure hypothèse, des avions intercepteurs ne pourraient détruire que la moitié des bombardiers agresseurs ; cependant nous n'avons pas l'absurdité de renoncer à défendre notre ciel. Or, par des mesures très simples, une éducation du public et des moyens matériels peu onéreux, la protection civile peut — même en cas de bombar-

L'intérêt de chaque camp ne consiste pas à détruire les richesses et les personnes. Il n'y a pas de victoire sur le néant. C'est aux moindres frais que chacun prétendra s'assurer la maîtrise des biens et des populations adverses.

L'occupation même du territoire n'est rien, si elle n'est accompagnée de la conquête idéologique. Les méthodes employées par nos adversaires en Asie devraient, à cet égard, nous servir d'enseignement. C'est pourquoi le facteur humain sera, demain, comme hier, essentiel. On peut tailler en pièces une armée en campagne : ainsi fut physiquement anéantie autour de Stalingrad l'armée von Paulus. Mais il est peu probable que 5 000 chars aient liquidé pour longtemps la résistance de Budapest. La volonté de tout un peuple, l'énergie de chaque citoyen, la résistance passive ou la

divers côtés — est faite du sentiment qu'ont les militaires d'être en quelque sorte les mercenaires, d'ailleurs mal payés, d'une politique hésitante, et non pas les interprètes privilégiés et compris d'une patrie unanime. Les difficultés de la France outre-mer ont installé chez beaucoup la croyance au caractère irréversible des abandons français. La rénovation de l'armée suppose donc une rénovation du civisme et une restauration de l'État.

Le potentiel économique.

De même, elle implique un rajeunissement et une expansion de l'économie. Un pays, sans industrie d'armement, mais doté d'une industrie civile prospère, peut, à la rigueur, improviser assez vite des fabrications militaires, alors que des arsenaux vastes et nombreux dégénèrent

Missile moderne

L'arme absolue ...

dement atomique — réduire les pertes de moitié. Il est donc inadmissible de la négliger.

Le facteur humain.

Ces réflexions nous ramènent au facteur humain. Devant l'efficacité monstrueuse des instruments modernes de destruction, beaucoup ont tendance à croire que l'individu, poussière perdue dans le tourbillon de la matière déchaînée, ne jouera plus aucun rôle, en cas de conflit. Les anticipations sur la guerre « presse-boutons » réduisent l'affaire à une sorte de partie de tennis où des savants distingués, enfermés dans de colossaux abris, se renverraient les balles porteuses de mort, cependant que, fuyant les ruines des cités, se traînerait sur les routes le troupeau famélique et hagard des rares survivants. Il n'est pas sûr que la réalité corresponde à cette vision dantesque.

Budapest

... et les hommes qui veulent rester libres.

guérilla sont, dans la guerre moderne, des armes aussi décisives que l'arme atomique.

Dès lors, on mesure l'ampleur des questions soulevées par une authentique politique de défense nationale. S'il s'agissait, avant tout, d'une révolution dans la technique de l'armement, ou la structure de l'appareil militaire, le problème serait simple, sinon facile. Mais telle n'est pas la première condition.

L'armée et la nation.

La principale force de défense d'un peuple réside dans sa volonté de subsister en tant que nation libre. Une nation divisée contre elle-même, qui s'interroge sur l'opportunité de la résistance ou la définition de l'agresseur, est déjà à moitié conquise.

L'armée elle-même n'est d'ailleurs que le reflet de la nation. La baisse actuelle du moral des cadres — que l'on signale de

rapidement quand l'économie décline.

Cela ne signifie pas que la France doive attendre que soient résolues ses difficultés intérieures pour rénover son appareil militaire. Le sentiment que l'instrument de leur défense est lourd et périmé ne fortifie pas la résolution des Français. Mais on aurait tort de réduire le problème de notre défense nationale à ses données de pure technique militaire.

Il est nécessaire de comprendre que notre défense, et d'une manière plus générale la construction d'une paix durable, ne peut plus être pensée dans le cadre trop étroit des frontières. A la vérité, la division de l'Europe, qui condamne au morcellement stérile des ressources et des efforts, joue contre la Nation. Si l'Europe unie n'est pas la condition suffisante de notre sécurité, elle est du moins sa plus grande chance, aux moindres frais et dans les meilleurs délais.

Impasse en Algérie ?

PAR GEORGES LE BRUN-KÉRIS

RÉSoudre le problème algérien ? Il faudrait d'abord savoir le poser. On parle de *problème*, comme s'il s'agissait d'un de ces problèmes de robinets, tels qu'on en demande au certificat d'études, avec des cuves hypothétiques et une tuyauterie fictive, avec des débits et des capacités inconciliables. Certes ces robinets et ces cuves ont inspiré une des plus belles pages de Péguy. Mais à parler ainsi du « problème algérien » et — faute de le résoudre — à en jouer les solutions sur tous les échiquiers de la politique intérieure et de la politique étrangère, n'oublie-t-on pas que l'Algérie, c'est d'abord une terre, avec des hommes, une Géographie, une Histoire, une Ethnologie, une Tradition, une Économie, et puis aussi tous les bouillonnements d'un monde en fusion ? Et, tandis que nous en dissertons calmement, que dans notre métropole nous menons une vie benoîte, irrités seulement de manquer d'essence, n'oublions-nous pas que l'Algérie est aujourd'hui un réservoir de souffrance ? Les cuves et les robinets du malheur n'y sont pas fictifs. *Misera Italia, alborgo di dolore*, écrivait Dante de l'Italie de son temps. « Auberge des douleurs » ? Ne l'est-elle pas, notre misérable Algérie, pour une fois toutes ses populations confondues ?

I. — POUR UNE SOCIOLOGIE DE L'ALGÉRIE

Ni géographie, ni histoire.

Ouvrons ce dossier de l'Algérie, le vrai, celui de la terre algérienne et de ses hommes. Un mot en résumera toutes les pages : celui de *complexité*. Des Algéries se succèdent en profondeur depuis le Tell surpeuplé (mais si différent de l'Oranie au Constantinois), par les mornes des Hauts Plateaux gris d'alfa, vers le Sahel ponctué d'oasis. La discontinuité géographique a engendré une histoire obscure et discontinue. L'Algérie, comme telle, date de notre conquête. La Régence d'Alger n'était qu'un mythe juridique sur des féodalités en mutuelle dissidence. Elle était si décadente qu'après avoir abrité 100 000 habitants au XVIII^e siècle Alger n'en possédait plus de 30 000 quand nous y entrâmes.

Déjà, ce simple coup d'œil sur les vraies données comporte des enseignements. La difficulté de trouver des « interlocuteurs valables » — difficulté rabâchée mais réelle — ne vient-elle pas de cette « nouveauté » de l'Algérie ? Nul n'émerge dans une pareille anarchie où les bandes luttent contre les bandes. Nul n'est sûr d'être obéi, et même pas ce F. L. N., qui doit presque autant sa prééminence à l'opinion publique métropolitaine qu'à son influence locale. Mais, à l'inverse, qu'on ne conclue pas de l'inexistence d'une nationalité algérienne historique à l'inexistence du sentiment national algérien. Ce serait oublier que les nationalismes exotiques, nous l'avons expliqué ici même, ne

reposent pas sur des nationalités. La nationalité algérienne n'existe pas, et nous y reviendrons. J'ajouterai qu'elle n'existera pas si jamais se trouvait octroyée à l'Algérie une indépendance qui la vouerait, le vernis colonial éclaté, à son ancestrale anarchie. On verrait resurgir cette anarchie maghrébine dont voici deux mille ans Salluste a tracé l'image la plus actuelle. Mais j'anticipe.

La revanche de Caïn.

L'ethnologie reflète elle aussi la complexité géographique. L'Algérie a toujours été terre de colonisation, donc de mélange et de cohabitation. Complexité des deux blocs hétérogènes, et aujourd'hui hostiles, des Musulmans et des Européens. Mais parmi les Musulmans que de diversité encore ! Ils ne comportent pas moins de six groupes, avec, plus frappante, l'opposition entre Kabyles et Arabes. Les Kabyles, accrochés à leurs montagnes depuis que les Arabes les y ont refoulés : leurs villages, comme une croûte de tuiles, sur chaque crête, sur chaque mamelon, et au long des pentes, plus refoulés qu'eux par les conquérants, des arbres. Dans la plaine, l'Arabe sédentarisé maintient, grâce à cet extraordinaire conservatoire d'une civilisation que fut l'Islam, ses traditions nomades. Même son palais des villes, comme la tente ancestrale, est meublé de quelques divans et de quelques coffres. Entre Kabyles et Arabes, la plus vieille querelle du monde : celle de Caïn l'agriculteur et celle d'Abel gardien de troupeaux. Après six mille ans, Abel et Caïn ne se sont pas réconciliés.

Cette querelle n'est pas une illustration pour le musée archéologique. On la sent sous toutes les étapes de la rébellion. Huit sur dix des bandes adverses sont encadrées par des Kabyles. L'Arabe y est à son tour colonisé dans une revanche millénaire. Ce n'est point la moindre cause de sûreté et de solidité de la rébellion algérienne. Aussi doit-on accueillir avec une certaine prudence ceux qui nous proposent pour venir à bout des fellagha « une politique berbère », même si le *berbérisme* est sous-jacent à tout ce trouble. D'ailleurs, la politique berbère ne l'avons-nous pas trouvée à chacune des marches descendantes de notre politique marocaine, depuis les dahirs de 1930 ? Nous ne sommes peut-être pas aptes à capter des forces sociologiques aussi obscures. Pourtant, si l'encadrement local est kabyle, les états-majors F. L. N. sont mus par des forces d'origine arabe, et qui plus est d'origine senoussie ou wahabite, traditionnels exterminateurs de Berbères. Ils sont, profonds, les mouvements déchaînés par la décolonisation forcée de l'Algérie.

Du désespoir au communisme.

Sur ce tuf ethnique bigarré, l'occupation française a apporté de nouvelles complexités : et d'abord la franci-

**« On peut
tout faire avec
des balonnettes, sauf
s'asseoir dessus. »**

Pour coexister, il faut exister.

Gratte-ciel...

sation. Notre civilisation a pénétré ces masses, mais à doses variables. Elle n'existe pas pour le chamelier des Hauts Plateaux ou pour l'enfant des oasis juché à la cime des palmiers dont il accouple les fleurs. Elle est presque tout pour ce notaire ou ce pharmacien : entre eux, toutes les nuances d'un métissage intellectuel et spirituel. Facteur de déséquilibre, ce métissage, surtout quand il se combine avec la terrible jeunesse de la population. 52 % des Algériens ont moins de vingt ans. Malheur à la ville dont le prince est un enfant ! Que de ferveur et que de fièvre, dans cette jeunesse que ses aînés n'encadrent plus ! Ils sont si lointains, ces aînés. Leur âme est contemporaine d'Abraham, mais l'âme de leur fils est notre contemporaine. Le Patriarche n'aurait pas mené au bûcher un Isaac du xx^e siècle. Des millénaires séparent les générations, et tout Musulman est un orphelin. « Métis », « orphelin », que de troubles et de déséquilibres dans ces deux mots ! Que de désespoir aussi ! Un désespoir que reflète la littérature maghrébine d'expression française : Driss Chraïbi, Mouloud Ferraoun, Mohammed Dib, tous les autres... Et cela aussi c'est une donnée du problème algérien.

Et l'Islam, comme un filon fulgurant dans cette lave déjà bouillonnante. L'Islam, avec le totalitarisme d'une religion qui confond le temporel et le spirituel. L'Islam, avec son orgueil de religion dernière née du Livre, mais

avec aussi son inadaptation tragique de système économique et social d'avant notre ère. Surtout, hélas ! un Islam qui apostasie. C'est grave : l'Islam perd la foi, et sa ferveur religieuse désaffectée se mue en ferment politique. Et vers quoi iront-ils, ces jeunes en qui Dieu est mort ? Vers le Rationalisme ? Que leur dira ce fruit desséché du vieil arbre hellène ! Vers le Christianisme ? Ils trouveront fade une religion qui, distinguant le spirituel et le temporel, ne répond pas à leur goût, ancestral lui aussi, de domination terrestre. Non, ils se tourneront vers la grande confusion moderne du temporel et du spirituel (oui, confusion par confiscation du spirituel par le temporel), le communisme. Le processus même qui les a menés vers la perte de la foi les y incline. Ils sont venus dans nos écoles, et leur Dieu n'a pas résisté à cette épreuve ; parce que, dans l'Islam, Dieu n'est pas seulement la cause première de l'Univers ; il est aussi la cause immédiate et directe de tout événement. Si, en période de Ramadan, on constate chaque soir la chute du soleil ce n'est pas mépris de l'agenda, mais parce qu'Allah pourrait toujours faire que le soleil ne se couchât pas. Si, en approchant une torche d'un bidon d'essence, on a explosion, ce n'est pas un phénomène obligé, mais la volonté immédiate d'Allah. Et voilà ce Dieu à l'épreuve de nos écoles, confronté avec des lois scientifiques vérifiables, claires, démontrables et démontrées. Les causes engendrent d'elles-mêmes des effets, et la loi du monde lève le soleil

se a apporté de nouvelles complexités.

... et araire de bois.

L'Algérie française de 1930.

tous les jours. Cette révélation tue l'idée de Dieu. Il disparaît, anéanti par la science, c'est-à-dire par les lois de la matière. Alors, dans ces âmes, la matière prend valeur d'absolu. Elle se substitue à l'Islam. On garde celui-ci comme une façade, parce qu'il est protestation contre la colonisation et, en temps normal, la seule permise à l'Algérien. Mais dans l'âme monte le matérialisme, et, comme on est jeune, sous sa forme la plus absolue et la plus fiévreuse : le communisme. Les efforts des oulémas réformistes, âmes nobles attachées à sauver l'Islam et à l'adapter, n'y peuvent pas grand-chose. On doit respecter ces oulémas, même s'ils nous sont très hostiles, car leur tentative était digne. Malheureusement leur réforme par son puritanisme répond mal à l'appel d'âmes plus avides de ferveur que de pureté doctrinale. Et puis, eux aussi n'ont pas compris la sociologie algérienne (un autochtone souvent ne connaît pas son pays). Ils ont mis l'accent sur le juridisme malékite des villes, sans voir que le vieux chiisme animiste des confréries, leur cible, était un besoin pour une population où coule le sang berbère.

La bigarrure européenne.

N'est-elle pas complexe aussi, la population européenne ? Disons, pour être exact, la population indigène d'origine européenne. Car, après cinq ou six générations, elle est vraiment indigène. Elle a marqué cette terre : son terroir

plutôt. La Mitidja, avec ses villages à clochers pointus, évoque la plaine alsacienne. Et, si la Mitidja comme la plaine bônoise sont des Chanaans, c'est qu'un colon est mort à chaque mètre carré.

Mais complexe : au noyau alsacien (déjà comme tel frondeur) de 1871, s'est ajouté tout un apport espagnol ou maltais. Puis le pays a marqué les hommes, au point qu'il est parfois difficile de distinguer un chrétien d'un musulman. Le soleil d'Afrique sur les soleils méditerranéens, voici des foules nerveuses, sensibles, impressionnables, avec un vieux goût latin pour les régimes autoritaires. Les ligues ont trouvé avant guerre un terrain propice en Afrique du Nord. La formation politique est d'autant plus déficiente que l'on est pauvre : le niveau de vie atteint seulement les deux tiers de celui de la métropole.

Ils sont 1 085 000 d'après le dernier recensement. 25 000 seulement sont des colons, et 18 000 n'exploitent que de minuscules terrains. Encore une donnée à ne pas oublier.

Ils ne font rien comme nous...

Et voilà ces deux populations côte à côte, l'européenne et la maghrébine. Elles s'ignorent. Seuls les colons ont quelques contacts avec leurs ouvriers agricoles. Les autres vivent cloisonnés. Sur ce plan des mœurs, tout sépare les Européens des Musulmans : la langue, les coutumes et, ce qui est plus grave, *la morale*. Le préjugé est roi. J'en-

tendais l'autre jour un rappelé, écho fidèle du village européen d'Algérie où il avait séjourné : « Que voulez-vous faire avec les Musulmans, disait-il. Ils n'ont idée de rien. Ils ne font rien comme nous. » Ce garçon ne savait pas répéter Hérodote, qui reprochait aux Égyptiens de son temps de ne rien faire comme les Grecs : « Ils sont circoncis ; ils urinent accroupis », écrivait-il. Ces caractères sont aussi ceux des Musulmans, remarquons-le. Choqué par les mœurs, l'historien grec méprisait les Égyptiens de son temps, malgré leur mythologie et leur cosmogonie (le mythe d'Osiris, c'est autre chose que les copulations de Zeus). Combien de Français d'Algérie connaissent les vraies valeurs de l'Islam ?

Colonisabilité algérienne.

« Complexité », ai-je résumé d'un mot les données humaines de la question algérienne ; « misère » en résumera les données économiques. Oui, jusqu'à ce jour, misère de ce que nous appelons avec pudeur les « pays sous-développés », c'est-à-dire, en langage clair, les pays de la faim. Le niveau de vie est le cinquième du nôtre, avec des famines périodiques. La propriété est morcelée à l'extrême. Les fellahs grattent à l'aire des lopins de onze hectares en moyenne, dont ils doivent reverser les quatre cinquièmes du fruit (d'où leur nom de Khamès, qui veut dire cinq) au propriétaire musulman. Le cheptel ovin est important. Hélas ! le déciment tous les cinq ans les disettes.

Mais qui se soucie de l'Agriculture ? L'Algérie est un pays sous-développé, c'est-à-dire qu'elle se drogue d'industrialisation. Ce mot fait rêver. On parle le soir dans les douars d'usines énormes, et on sait qu'un jour un pays sous-développé, l'U. R. S. S., est parvenu à construire de ces usines énormes... Peut-être le Sahara permettra-t-il

cette industrie ? Aujourd'hui l'Algérie manque d'énergie (elle produit à peine le sixième de ses besoins) et de main-d'œuvre qualifiée malgré la masse de ses chômeurs (en 1954, 400 000 chômeurs totaux et 400 000 sous-employés, mais, pour la plupart, manœuvres analphabètes, pratiquement irrécupérables). Quant aux capitaux, depuis dix ans ils se sont dirigés vers le Maroc. C'est dire, encore une fois, que l'Algérie est un pays sous-développé. Elle en a la psychologie. Pour employer le langage d'un de ses enfants, M. Malek Bennabi, elle est en pleine *colonisabilité*. Par delà l'économie, voilà encore une donnée sociologique du problème algérien.

Cette colonisabilité est accrue par une de ses propres conséquences : une natalité désordonnée, la plus forte du monde. L'Algérie famélique aura encore doublé sa population dans dix ans...

II. — LE VERROU FERMÉ

Telles sont les données sociologiques du problème à résoudre, un mal qu'on n'exorcisera pas à prononcer des néologismes magiques : assimilation, intégration, autonomie, fédéralisme, indépendance. Et ces plans qui un peu partout surgissent, la définition gouvernementale du 9 janvier, les positions du F. L. N. ou du M. N. A. ? C'est par rapport aux données sociologiques qu'on peut juger de leur valeur et non pas d'après sa propre inclination sentimentale ou la plus ou moins grande faculté qu'ils offrent à tracer de beaux tableaux à accolades tels qu'on en raffole aux bords de l'oued Seine. Hélas ! on en juge surtout pour des raisons de politique intérieure...

J'y pensais tandis que le 9 janvier le président du Conseil prononçait sa déclaration. Pour la solenniser, on avait eu recours à toutes les liturgies républicaines : batteries de

L'ALGÉRIE ENTRE LES SLOGANS...

Juillet 1954 :
Fédéralisme.

Octobre 1954 :
Intégration.

Mars 1955 :
Fédéralisme.

Jacques Soustelle : moins facile qu'il l'avait pensé.

... ET LES DÉCLARATIONS

miorophones, huissiers à chaînes, attachés de cabinets préposés aux fuites, plumiers en verre, ministre résidant pour flanquer la droite, secrétaire d'État pour flanquer la gauche, éclair des flashes et ballet excentrique des photographes, lambris dorés, vestons noirs et pantalons rayés, rien n'y manquait. Mais cette longue prosopopée débitée honnêtement par un président du Conseil honnête, que signifiait-elle pour l'Algérie ? Contenait-elle, noyée dans un verbiage, un programme valable pour ce pays ?

Les illusions de l'indépendance.

Aussi valable certes que le programme du F. L. N., obstinément cantonné dans le mot d'indépendance. Car ce mot d'indépendance, serait-il admissible pour nous, ne requerrait-il pas des Français d'Algérie la plus tragique des options, serait quand même inadapté à la sociologie algérienne. Et justement, d'abord, il ne tient pas compte des Européens d'Algérie. Quand, du F. L. N., on le reprend à la légère dans notre presse, on risque pour arrêter une guérilla de provoquer un massacre. Ces populations européennes ont le sang chaud. Le désespoir les jetterait sur les Musulmans en un déchaînement sauvage. Ce jour-là le problème algérien serait insoluble à jamais. Il n'y aurait plus d'issue que dans je ne sais quelle Afrique du Sud transposée au nord, ou, si ces Européens devenaient victimes du massacre par eux déclenché, dans je ne sais quelle « égyptianisation » du Maghreb. A Dieu ne plaise !

L'inadaptation sociologique de l'Algérie à l'indépendance réclamée est plus profonde. Elle tient à cette colonisabilité

post-almohadienne dénoncée par M. Malek Bennabi dans *Vocation de l'Islam*, et qui selon lui engendre la colonisation. Celle-ci n'est qu'une conséquence — une conséquence fatale. A notre décolonisation succéderait fatalement une colonisation de remplacement. Laquelle ? Plusieurs sont à pied d'œuvre. La colonisation américaine ? Ou plutôt la colonisation russe ? L'U. R. S. S., à peine un pied au Moyen-Orient, voit déjà plus loin. Le traité de fourniture d'armes par la Tchécoslovaquie à l'Égypte date du 26 septembre 1955, mais, dès le 10 janvier 1956, c'est l'envoi d'une ambassade pléthorique et spécialisée chez Sa Majesté Senoussie à la porte même du Maghreb (à la porte de l'Afrique Noire aussi). De nulle part nous ne partirons sans que nous soyons vite remplacés. Le Parti communiste le sait bien qui désormais colle aux fellagha, dût-il parfois en être reçu à coups de fusil. De plus en plus la tactique du « Front National » est mise au point. Sous le couvert des accidents de la rébellion, les communistes « noyautent ».

Or nous savons que l'Islam dégradé d'Algérie est perméable au communisme, que dis-je ! par sa dégradation même, il y *vire*. Mais surtout l'U. R. S. S. exerce cet attrait d'être encore plus directement que les États-Unis un colonisateur de remplacement. Tibor Mende expose dans ses livres le peu de séduction exercée par les slogans de la liberté sur les peuples sous-développés. Son analyse est incomplète. Non seulement la liberté n'attire pas, mais le despotisme est séduction. M. Mannoni, qui n'est pas suspect, l'a écrit dans sa *Psychologie de la Colonisation* : mu par son « complexe de dépendance », le colonisé éman-

cipé appelle une colonisation. Ainsi M. Mannoni rejoint-il Malek Bennabi. Un sociologue marxiste, M. Levi-Strauss, écrit dans *Tristes Tropiques* que ce besoin de soumission né de la colonisabilité a « quelque chose d'érotique », tant il est violent. L'U. R. S. S. a de quoi fasciner l'immense marge des peuples sous-développés, parmi lesquels l'Algérie.

La voie serait d'autant plus facile en Algérie que déjà la guérilla y réveille les forces mal endormies de l'anarchie maghrébine. Les sociologies des siècles obscurs remonteraient en surface. Quel bel État satellite en puissance, ce chaos ! Quelle belle frange d'États satellites jusqu'à l'Atlantique !

9 janvier : objectifs lointains acceptables.

Les positions du gouvernement Guy Mollet, telles qu'elles résultent de la déclaration du 9 janvier, sont-elles plus conformes à la sociologie maghrébine ? Quant aux objectifs lointains certainement : à très grandes lignes, M. Guy Mollet a esquissé une Algérie de structure fédérale, mais douée d'institutions proprement algériennes sur le plan exécutif comme sur le plan législatif. En parlant des structures fédérales internes de l'Algérie (sans d'ailleurs prononcer le mot), M. Guy Mollet aurait pu se pencher vers son acolyte, M. Champeix, auteur d'un plan (aussi confidentiel que largement diffusé) qui coupait l'Algérie en trois tranches sans liens entre elles. Ainsi tenait-on compte des divisions algériennes, encore que de façon arbitraire, mais non de la réalité, elle aussi algérienne, d'une solidarité créée par nous et cimentée en ciment dur par les deux ans de la rébellion. En indiquant la nécessité d'un législatif et d'un exécutif algériens, M. Mollet répondait au fait que l'Algérie a pris conscience d'elle-même (je serais tenté d'écrire : jusque dans ses populations européennes). Je n'insisterai pas sur le législatif, nécessaire, mais qui réservera des déboires. L'adaptation des nécessités modernes et du Coran, qui serait sans doute sa tâche, sera difficilement menée à bien dans un pays où, si on excepte quelques petites équipes, dont celle groupée autour de son Secrétaire Social, on s'est plus livré dans toutes les communautés aux verbalismes du Café du Commerce ou du café maure qu'à un effort de réflexion politique. En ce pays sous-développé, surtout s'il est musulman, l'exécutif a plus d'importance. L'autorité compte plus que la représentation. Le pouvoir ne peut venir que d'en haut. Il appartient à celui qui, par son habileté tant à l'obtenir qu'à le conserver, fait preuve de sa *baraka*. Mais en terre d'Islam un exécutif peut-il être collégial ? Juridiquement le Coran ne l'interdit pas (du moins l'ont affirmé en une consultation célèbre les oulémas du Maroc), mais ce n'est pas dans les mœurs. Le Conseil du Trône chérifien ne pouvait subsister plus de quelques jours : il ne répondait pas assez aux mœurs pour être durable. L'homme doué de la *baraka* peut-il être trouvé en Algérie ?

Une inquiétante méthode.

Mais, à côté de ces perspectives lointaines et floues, le président Guy Mollet indiquait une méthode pour y parvenir. Cette méthode, il l'a reprise de sa déclaration gouvernementale : des élections libres dans les trois mois après le retour au calme. L'indication de la méthode avait plus d'importance que les perspectives d'avenir, puisque cet avenir ne peut être vraiment déterminé qu'une fois la méthode appliquée, c'est-à-dire en confrontation et, après les précisions apportées le 9 janvier, en négociation avec les élus. On peut dire qu'en indiquant des perspectives d'avenir le président Mollet entendait avant tout écarter

toute éventualité de reprise du régime antérieur, reprise qui serait bien la plus irréaliste des solutions.

En fin de compte, retour au calme, élections libres au collège unique, négociations dans les trois mois avec les élus. On peut déjà critiquer ce schéma. Trois mois, c'est bien court. Évidemment, lors de sa déclaration ministérielle, le président Mollet, sur le point de pratiquer la politique inverse à celle qu'il avait promise, dans sa campagne électorale, était encore tenu par ses promesses. D'autre part, on peut critiquer le principe même du recours au scrutin. Quelle sera la liberté des élections, trois mois après le retour au calme ? Ne trouvera-t-on pas de petits cercueils dans les boîtes à lettre ? Les fellagha, faisant figure de héros, ne récolteront-ils pas tous les suffrages ?

C'est grave, car autant on peut négocier dans un certain rapport de force et obtenir des garanties aussi bien pour la France que pour les Français d'Algérie et les Musulmans fidèles, autant on risque d'être désarmé devant un interlocuteur bénéficiaire d'un scrutin populaire. Surtout, encore une fois, le scrutin sera-t-il libre ? M. Mollet a admis des observateurs neutres. Ceux-ci pèseront déjà, par leur présence même, dans la consultation. Aux yeux des masses, ils symboliseront notre défaite. Et puis c'est oublier aussi qu'il n'y a jamais eu d'élections libres en terre d'Islam. Sauf une fois, en Jordanie : mais une émeute populaire a suffi à faire virer de bord dans les trois semaines les élus ainsi désignés.

Vraiment, toute cette affaire d'élections libres est mal pensée.

Une curieuse procédure.

Mais, cette aventureuse solution dans les semaines qui suivent le 9 janvier, on va l'aggraver. Avec obstination on en précisera les contours. On connaît l'adhésion bizarrement demandée par le président Mollet aux partis autres que poujadiste et communiste. On sait comment le Comité socialiste a refermé sur les doigts des parlementaires consultés la porte qu'on leur avait ouverte. A prendre ou à laisser comme un tout, la déclaration du 9 janvier ! Ainsi est-on placé devant ce choix : ou accepter les termes aventureux de cette déclaration, ou laisser le Parti Socialiste passer dans l'opposition et retrouver les facilités et popularités d'un programme électoral déposé sous le paillason en franchissant la porte de Matignon. Aux beaux jours de Byzance, on n'a pas fait mieux.

Pour le moment, les adversaires n'ont, il est vrai, pas repris la balle lancée par M. Mollet. On s'en étonne et on épilogue sur leur hésitation. Jusqu'à fin février, ils ont eu quelques motifs explicables : manque de confiance dans la France et crainte de truquages électoraux ; impression que le cessez-le-feu était inconditionnel comme une capitulation. Beaucoup plus ont joué encore leurs rivalités internes. Nous retrouvons les hostilités sociologiques entre les combattants, et encore plus entre les combattants et les états-majors politiques. Ceux-ci ne craignent-ils pas, en cas de consultation électorale, d'être évincés par le maquis ? Telle serait la source principale de leur hésitation ; la seule qui puisse demeurer après la déclaration du 9 janvier et le vote de l'O. N. U. du vendredi 15 février.

Plume et le Saumon.

Car *Plume* et le *Saumon* sont passés par là. On connaît le conte charmant écrit pour les enfants par notre ministre des Affaires étrangères. Un délicieux petit garçon dont la légèreté évoque celle de son inventeur, et qui répond au nom de *Plume*, est porté jusqu'au Paradis par un saumon.

Ainsi M. Pineau-Plume s'est-il accroché au saumon Cabot-Lodge. Le Plan du 9 janvier a été cautionné par les Américains, puis entériné par un vote unanime de l'O. N. U. Ce plan du 9 janvier, on l'a même rendu plus précis. Notre saumon de mener Plume : les trois mois sont accentués en « quatre-vingt-dix jours » ; le « retour au calme » devient le « cessez-le-feu » ; le délai final d'un an s'abat comme un couperet. Et Pineau-Plume de surenchérir ; le plan du 9 janvier se mue en un « engagement international ». Il se reconnaît lié, pendant qu'à la Radio-diffusion française M. Robert Lacoste, qui n'a pourtant jamais écrit de contes d'enfants, entonne le péan : Pharamond ! Pharamond ! Nous avons vaincu avec Guy, avec Plume et avec Robert !

Pauvre Plume, il est étroit, le goulet où nous a menés,

VICTIMES DE LA RÉBELLION ET PERTES REBELLES

● Nombre des victimes de l'agitation terroriste algérienne du 1/11/54 au 31/12/56 :

Français de souche :

tués 659 — blessés 1 535 — disparus 88

Français musulmans :

tués 3 876 — blessés 2 444 — disparus 1 310

● Nombre de rebelles tués dans des engagements militaires : 17 784

Nombre de militaires français tués dans ces engagements :

Français de souche : 1 773

Français musulmans : 119

toi et nous, le gentil saumon Cabot-Lodge. « Juridifiée », « internationalisée », la déclaration du 9 janvier est impérative. Elle ne laisse qu'une seule marge de jeu : le cessez-le-feu sera négocié. C'est là une porte ouverte pour autre chose qu'un dangereux scrutin. Mais ce jeu en disposons-nous vraiment, quand dans un an l'O. N. U., dont nous avons institué la compétence tout en prétendant ne pas la reconnaître, s'estimera fondée, comme en témoignent toutes les explications de vote du 15 février, à nous demander des comptes ? Ne sommes-nous pas dans une impasse ?

Unité maghrébine ?

Les voies que conseillerait la sociologie algérienne paraissent presque bouchées par ces décisions. Car cette sociologie comporte encore au moins une autre donnée que nous n'avons pas encore abordée : l'unité maghrébine. Certes les trois pays du Maghreb ont vécu dans des conditions historiques et juridiques différentes depuis un siècle et demi. Mais ce fut aussi un fait historique, comme une nécessité sociologique maghrébine, que la France s'implanta successivement en Tunisie, puis au Maroc. Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur cette unité. L'aide indirecte des anciens Protectorats a certainement contribué à la prolongation de l'affaire d'Algérie. A l'inverse, l'affaire d'Algérie empêche toute stabilité politique en Tunisie comme au Maroc.

C'est un fait, mais d'un fait on peut toujours tirer quelque chose. La voie pour sortir de l'impasse est peut-être du côté de cette solidarité maghrébine. Le Maghreb porte la marque française, même quand il la récuse. Dans l'impasse où nous sommes enfermés, la fédération franco-maghrébine, où la France peut revendiquer une position

d'actionnaire privilégié, ne serait-elle pas l'issue ? Au moins aurions-nous l'avantage de bâtir un Maghreb solide contre la poussée égypto-soviétique. Voilà du moins une hypothèse de recherche.

Seulement, il faudrait du temps, de patientes approches ; la négociation progressive avec tous les partenaires ; le contact établi avec patience, non pas avec le seul F. L. N., mais avec tous ceux qui disposent d'une influence ; éviter que notre hâte ne les pousse, eux et leurs voisins maghrébins, à l'intransigeance ou à des pressions accrues. Il faudrait du temps et de la patience...

Est-ce l'impasse ?

Du temps et de la patience... Le double verrou du plan du 9 janvier et du délai onusien d'un an permet-il encore la recherche d'une solution conforme aux données ? Ce verrou n'est pas le seul. En Algérie, la situation s'est dégradée au moins au point de vue psychologique. Même en pratiquant la politique inverse de ses promesses électorales, on en porte le poids, nous l'avons déjà dit. Ainsi a-t-on dû rapatrier les disponibles, sans plus avoir les effectifs pour maintenir le quadrillage. Ce qui est demeuré sur place, plus faible, est devenu plus nerveux. Sur cette armée pesait déjà un complexe. En Indochine, on lui a fait porter le poids d'une défaite voulue par certains politiques. Sur ce point, je me rallie volontiers au plaidoyer du général Navarre. Mais l'armée ne risque-t-elle pas, comme revanche, de vouloir jouer les politiques à son tour, très proche au surplus, et dans toutes leurs prétentions, des populations qu'elle défend ? C'est irritant pour des militaires, reconnaissons-le, cette fausse guerre où on ne peut prévenir un invisible ennemi dont on sait presque tous les Musulmans solidaires. Comment parfois ne pas les confondre ? D'où des excès aux conséquences psychologiques incalculables, mais que du gouvernement général on semble s'être efforcé de ne pas trop voir. Le Palais d'Été, comme toute maison orientale, est refermé sur lui-même. Il n'ouvre que sur ses cours à jets d'eau. De hauts ravenales y arrêtent le regard devant des murs encore plus hauts. En même temps la population européenne s'est crispée. Très longtemps M. Lacoste n'a pas voulu « combattre sur deux fronts ». Je ne sais qui a prononcé cette parole peu intelligente (car enfin on ne voulait pas qu'il attaque les Européens pour être sûr d'avoir à se battre contre eux ?). Disons plutôt qu'il n'a pas pu se rendre maître des Européens. Il n'a pas su, en dépit d'efforts tardifs, se désolidariser de leurs excès.

Du temps et de la patience, disions-nous... Pour guérir cette dernière plaie, il en faudra aussi, comme il en faudrait pour préparer les vraies solutions, pour orienter dans un sens constructif la solidarité maghrébine, pour que l'Islam occidental sache voir en nous l'auxiliaire dont il a besoin contre un Orient abusif, pour déterminer d'approche en approche ce régime futur.

Afin de jouer ces cartes, quand même très fortes, que mettent en nos mains les données de fond du problème algérien, des délais nous seraient nécessaires. Cela revient à dire : parviendrons-nous à lever l'hypothèque qu'avec imprudence M. Pineau a laissé inscrire par l'O. N. U. ? Tout est là.

Le pire serait qu'après un périple qui les a menés jusque chez Paul Déroulède les S. F. I. O., nantis d'innombrables prébendes, retournent à la fois à l'opposition et à leurs promesses électorales. Vraiment, en pareil cas, que laisseraient-ils derrière eux !

Georges LE BRUN-KÉRIS.

Anti ou ultra-européens ?

UN DIALOGUE ENTRE JACQUES NANTET DE
« LA JEUNE RÉPUBLIQUE » ET ÉTIENNE BORNE

La Nouvelle Gauche n'est pas européenne ou plus exactement elle n'a pas cessé de combattre et de contester les réalisations et les projets européens de cet après-guerre. Au sein de cette Nouvelle Gauche, la Jeune République accepte de compter et d'agir. Or, bien que descendant de Marc Sangnier, dont le supra-nationalisme était la conviction majeure, la Jeune République partage, et semble-t-il de plus en plus, les réticences de la Nouvelle Gauche à l'égard de l'idée européenne.

Tentant d'analyser cette résistance, Étienne Borne écrivait dans *Forces Nouvelles*¹ qu'elle pouvait s'expliquer du fait « des nécessités de la polémique contre le M. R. P. d'abord, contre la S. F. I. O. ensuite : par leur volonté de réalisation européenne, le M. R. P. et la S. F. I. O. montrent cette conjonction de l'idéalisme et du réalisme qui fait les partis véritablement historiques. Or on allait proclamer la grande trahison des uns et des autres.

Et on n'a cessé de faire donner deux sortes de raisons sans s'apercevoir qu'elles se réfutent mutuellement : l'argument nationaliste de l'intangibilité de la souveraineté nationale, l'argument d'une plus large Europe compromise par la petite Europe des Six... Cette contradiction ruineuse se remarquait dans les récentes déclarations de la Jeune République... »

Jacques Nantet, militant particulièrement représentatif de la Jeune République, a bien voulu inaugurer notre forum en adressant à Étienne Borne la réponse ci-dessous :

« On nous accuse de nous contredire. »

L'argumentation de Borne est simple, elle revient à ceci : ce qui divise essentiellement les démocrates-chrétiens (M. R. P. et J. R.), considérés comme héritiers

communs de Marc Sangnier, entre autres), c'est leur désaccord sur l'Europe. Seul le M. R. P. est européen ; la J. R., ayant trahi « la conviction européenne, [qui constitue] à elle seule un progressisme valable »², « fait des déclarations conservatrices et nationalistes »². Elle est entraînée par sa lutte contre le M. R. P. et la S. F. I. O. dans une ruineuse contradiction : tour à tour, elle fait appel, contre l'Europe que l'on propose, à l'intangibilité de la souveraineté nationale, puis ensuite, au contraire, à l'idéal d'une Europe plus belle et plus grande.

Voilà ce que nous dit (avec quelques gentilleses en plus ou en moins) Étienne Borne, à quoi il ajoutait, dans la *Vie Intellectuelle*, lors d'une controverse que nous avons eue en octobre 1954 sur ces mêmes sujets, des considérations sur le rôle néfaste de Mendès-France et de son nationalisme rénové, qui, eux aussi, par leurs prestiges, contribuent à détourner le maigre troupeau J. R. du droit chemin. Rentrez vite au bercail, conclut Borne ; Mendès et Thorez vous menacent ; par ma voix, Marc Sangnier vous appelle. Ainsi s'engage une autre controverse, d'ailleurs, où Borne est bien malin, qui sait ce qu'il fait. Mais je ne donnerai pas dans le panneau, me contentant de répondre cette fois : à chaque jour suffit sa peine, parlons de l'Europe et laissons de côté P. M. F., que le M. R. P. d'ailleurs adopte à travers le gouvernement de Front Républicain de M. Guy Mollet. Étienne Borne cherche-t-il à faire sauter le gouvernement, dont quatre radicaux orthodoxes font partie ?

« Je ne réponds qu'à titre personnel. »

Pour le fond, une première réserve. Je ne réponds qu'à titre personnel. Et pourquoi ? D'abord, je ne suis pas autorisé à plus, parce que mes amis n'ont pas vu cet article et ne le liront qu'une fois publié. Ainsi serai-je plus libre. Mais surtout, parce que, si je suis personnellement démocrate et chrétien (du moins, je m'y efforce et puis le prétendre), donc, au cas de succès, en mettant l'un dans l'autre, démocrate-chrétien et intéressé à ce titre à la controverse, la J. R., elle, s'affirme entièrement laïque. Héritière de Marc Sangnier, certes, mais entièrement laïcisée et pas démocrate-chrétienne pour un sou. Donc, elle prétend n'avoir rien à faire avec tout ceci.

« Europe n'est pas un mot progressiste en soi. »

Ces principes sauvegardés, venons au fait. Les hommes qui sont sur mes positions pensent qu'« Europe » n'est qu'un mot, comme tous les autres. Il est trompeur, comme tous les mots, il n'est pas progressiste en soi. Tout dépend de ce que l'on met dessous (nous savons ce qui en a été sous l'occupation). Nous sommes contre la mauvaise Europe de la réaction et de la guerre ; nous sommes pour la bonne Europe du progrès social et de la paix. Étienne Borne ose-t-il dire, alors, que nous sommes anti-européens ? Ce qui supposerait (quel aveu surprenant dans sa bouche) que, son Europe, il la voit belliciste et réactionnaire. La vérité est que nous sommes contre tout ce qui a commencé, après la guerre de Corée, à s'affirmer européen, et qui n'était

« Europe, fer de lance de l'Alliance Atlantique. »

que le fer de lance de l'Alliance Atlantique. Expliquons-nous, une fois de plus. Avec la guerre de Corée, les Américains se sont aperçus que les armes classiques gardaient une valeur certaine. Point ne suffisaient les armes de riches, atomiques, encore fallait-il des canons, des soldats, et, alors que la politique américaine n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui (elle a bien évolué), les soldats allemands représentaient un capital appréciable. L'Europe fut alors le manteau international jeté sur la coalition germano-américaine en vue d'une politique de *roll back* contre laquelle nous étions. Avons-nous eu tort ? Non, on le voit maintenant : la troisième guerre mondiale évitée, nous tendons vers une libéralisation du monde à l'occasion des contradictions internes du monde communiste lui-même.

Mais allons plus loin : cette Europe atlantique, fer de lance d'une coalition intercontinentale, n'était pas, ne pouvait pas être l'Europe. Une Europe atlantique, qui renforcerait le pouvoir

« Une Europe atlantique : contradiction dans les termes. »

de Washington, renferme une contradiction formelle dans ses termes. Le M. R. P., qui croyait jeter les premières bases de l'Europe, s'en éloignait totalement. La contradiction ruineuse est là, cette fois pour Étienne Borne. En fait, tout ce qui est réellement européen ne se justifie, par le regroupement, que dans l'augmentation du poids spécifique de l'Europe. L'union fait la force, c'est vrai, mais aussi pour résister aux injonctions de Washington. Étienne Gilson, préfaçant un de mes livres sorti en octobre 1950, écrivait, traitant de l'Europe, qu'« être et être neutre est tout un ». Voilà le mot lâché, bien compromettant pour Étienne Borne, car, si l'on peut penser que certains parlaient de l'Europe sans y croire (autre-ment qu'à un truc) ou sans en comprendre les conséquences,

(1) 2 Février 1957.
(2) *Forces Nouvelles*.

L'Europe entre les héritiers de Marc Sangnier.

qui oserait le prétendre de lui ? Comment n'aurait-il pas compris que l'Europe, au sérieux, c'était l'indépendance ? c'est-à-dire le contraire du Pacte Atlantique tel qu'alors conçu. Devrions-nous dénoncer Étienne Borne au ministère de l'Intérieur comme un des premiers neutralistes ?

À Dieu ne plaise, et qu'un mystère profond tombe sur le passé. Ce qui ressort de tout cela, qui doit nous guider à l'avenir, est

« Le problème européen est un problème de politique étrangère. »

que le problème européen est un problème de politique étrangère. On l'a trop oublié. On a trop analysé (d'un bord comme de l'autre) les avantages ou les inconvénients économiques et sociaux de l'unification européenne. Tout est vrai et tout est faux dans ces analyses contradictoires selon qu'il s'agit de l'Europe ou de ses faux semblants, selon qu'il s'agit d'une Europe qui peut être indépendante, ou d'un bout d'Europe sans comportement propre. Un exemple pertinent est celui de l'Allemagne. Dans l'Europe que nous voulons, avec l'Europe centrale et orientale, l'Allemagne réunifiée ne représente que 20 % du tout. Et, de surcroît, ces 20 % sont bien différents des 30, quant à leur signification politique. Qui contestera qu'Adenauer ne serait plus, de Berlin, le même qu'à Bonn ? Où est la revendication qui lui permettrait de maintenir la pression gouvernementale ? Combien nouveau serait l'équilibre entre les deux Allemagnes !

Ainsi, cher Étienne Borne, desserrons-nous petit à petit l'étau dans lequel vous tentez de nous étouffer. Nous ne cessions, dites-vous, de donner deux sortes de raisons, contradictoires, à l'encontre de votre Europe : intangibilité de la

« Notre souci de l'intangibilité nationale n'est que souci de l'indépendance européenne elle-même. »

souveraineté nationale ou argument d'une plus large Europe compromise par l'Europe des Six. Vous voyez maintenant que notre souci de l'intangibilité nationale (en laissant de côté les aventures purement tactiques : j'ai, en effet, pris la parole à côté de Philippe Barrès, mais vous reconnaissez, pour votre part, que le M. R. P. « a donné des gages peu sup-

portables et mal supportés à la conservation sociale »³⁾ n'est que souci de l'indépendance européenne elle-même. La France, dans la main de l'Amérique, même sous prétexte d'Europe, ne présage en rien une Europe fonctionnellement indépendante. Vous voyez encore que notre ultra-européanisme n'était pas anti-européen. Aviez-vous pensé à la Pologne ? Cette Pologne,

« Notre ultra-européanisme n'est donc pas anti-européen. »

coincée entre l'U. R. S. S. et l'Allemagne, où trouver sa solution, sinon dans notre Europe ? Est-ce plus utopique (de quoi demain sera-t-il fait pour l'Europe centrale ?) que de négocier pendant des années un Benelux précaire entre Luxembourg, Belgique et Hollande ?

Allons, rendez-vous : nous sommes plus européens que vous dans les faits ; je vous accorde seulement le bénéfice de l'intention. S'il n'y avait que l'Europe pour nous séparer, ce serait peu de choses ; mais il y a — malgré l'inspiration que je reconnais identique, n'en déplaise à certains de mes amis — les conséquences de vos erreurs d'appréciation. Et puis, il y a, direz-vous, M. Pierre Mendès-France. Mais ceci est une autre histoire.

Jacques NANTET.

Voici la réponse d'Étienne Borne.

« Régions pour commencer quelques controverses secondaires. »

Je voudrais d'abord dire à Jacques Nantet que je n'ai jamais entendu prêcher le bercail à des brebis égarées et menacées par ces loups ravisseurs que seraient Maurice Thorez ou Pierre Mendès-France. Tels ne sont ni mon goût, ni mes images familières.

Par ailleurs tout ce que j'ai écrit sur le mendésisme ne visait qu'à analyser un phénomène d'opinion et à rendre possible un débat, que le lyrisme et le prophétisme de quelques zéloteurs avaient rendu artificiellement passionnel. Il est permis seulement de constater qu'à la Jeune République certains militants, et de ceux qui sont les plus animés contre le langage

(3) *Forces Nouvelles.*

et le style démocrate-chrétiens, entendent maintenir un lien politique avec le radicalisme mendésiste, tactique qui est plus qu'une tactique et qui ne les prédispose pas à une très grande ferveur européenne.

« Vous restez encore dans le domaine des belles et vaines paroles. »

Mais venons à l'essentiel de notre débat. Que sous le vocabulaire européen ou puisse mettre le pire, je l'accorderais bien volontiers à Jacques Nantet. Le progressisme, au sens authentique et en dehors des mystifications dites progressistes, n'est jamais dans les mots. Mais c'est rester encore dans le royaume des belles et vaines paroles que de se prononcer pour l'Europe du progrès social et de la paix contre l'Europe de la réaction et de la guerre. Qui n'applaudirait ? Mais il faut regarder les choses et se garder des facilités rhétoriques.

La Jeune République, donc, est pour l'Europe de la paix ; et nous autres ex-cédistes, partisans du marché commun, nous défendions l'Europe de la guerre, car notre époque ne serait que le fer de lance de l'Alliance Atlantique, l'alibi d'une coalition germano-européenne. Je reconnais ici l'argumentation anticédiste, le langage qui, dans beaucoup d'esprits tentés par l'Europe, a eu raison du projet d'armée européenne.

Outre qu'il ne paraît guère valoir contre le marché commun, qui est l'objet des indignations proprement nationalistes de la Jeune République, le raisonnement ne vaudrait que si l'Alliance Atlantique était une entreprise belliciste, alors qu'elle s'est révélée foncièrement défensive, qu'elle a été le rempart de nos libertés et qu'elle a interrompu, après le coup de Prague, l'avance vers l'ouest d'une croisade totalitaire. Si nous étions

« Nous avons pensé l'Europe dans une situation historique donnée. »

européens et atlantiques à la fois, c'est que nous pensions l'Europe dans une situation historique donnée, une Europe menacée, affaiblie par sa balkanisation et qui avait besoin, pour survivre, et de s'unir et de maintenir l'alliance américaine.

Je vois bien que c'est l'idée même d'alliance qui gêne Nantet et qui lui paraît, même défensive, souillée de contaminations bellicistes, liée à l'idée d'une guerre possible. La paix, dans le sens intégral du mot, est pour mon contradicteur le préalable indispensable à la naissance de la véritable Europe. Désarmons, dissolvons les blocs opposés, congédions toute politique d'alliance, et nous pourrions alors faire une Europe enfin pure !

Mais qui ne voit que c'est se condamner à ne rien faire aussi longtemps que l'Union Soviétique, stalinienne ou verbalement destalinisée, maintiendra sa volonté de construire un empire universel sur la ruine de ces valeurs démocratiques et chré-

« Attendre la dissolution des blocs, c'est se condamner à ne rien faire. »

tiennes sans lesquelles nous sommes d'accord pour penser, Jacques Nantet et moi-même, qu'il n'y a pas de civilisation digne de l'homme. La volonté d'idéal et d'absolu dans le lointain risquerait alors de dissimuler une aboulie délibérée ou une mauvaise volonté dans le présent.

Jacques Nantet me répondrait, et là est le nœud et la force de sa thèse, que l'Europe peut faire la paix, ou au moins réaliser la détente dans le présent, à condition que cette plus vraie Europe soit neutre, indépendante de Washington comme de Moscou. Et il y aurait une telle logique neutraliste dans l'idée européenne que nous ne saurions échapper que par inconscience à une conclusion aussi inévitable. Jacques Nantet me donne ici une belle leçon de logique formelle et il construit des syllogismes invincibles : « Le véritable Européen est neutraliste ; or vous condamnez le neutralisme ; donc vous êtes de faux Européens. »

L'argument d'autorité étant, selon le mot de saint Thomas,

le plus faible en philosophie, Nantet me permettra de récuser la formule d'Étienne Gilson qui identifiait jadis, au moins en ce qui concerne l'Europe, « être et être neutre ». D'abord,

« L'Europe ne peut être neutre parce qu'aucune existence n'est neutre. »

parce qu'aucune existence n'est neutre, c'est-à-dire indifférente du milieu au sein duquel elle

s'affirme, et que l'Europe, même si elle rompait ses liens d'alliance avec Washington pour obtenir de Moscou la permission de s'unir, se trouverait dans une impuissance totale d'être neutre. Car la libre vie démocratique de cette Europe serait ressentie par l'Union Soviétique comme une grave menace pour les structures de son empire ; et l'Union Soviétique serait d'autant moins disposée à la tolérer que l'Europe serait moins protégée.

Il y a cependant une part de vérité dans l'argumentation de Nantet : une Europe unie qui garderait ses liens d'amitié et même d'alliance avec les États-Unis d'Amérique ne serait

« Une Europe unie parlerait plus aisément d'égal à égal avec les États-Unis. »

pas réduite à la condition de satellite. Elle parlerait plus aisément d'égal à égal avec les puissants de ce monde. Mais sa liberté accrue rendrait plus vain encore

le mirage d'un impossible neutralisme.

Je m'étonne au surplus que Jacques Nantet fasse preuve de quelque crédulité pour ce spectre de l'indiscrète suzeraineté américaine, qui rendit tellement de services jadis aux adversaires de la C. E. D. Car, à lire la presse informée et avancée qui fait les délices de tous nos clercs, il me semblait que l'Amérique n'était plus du tout si vilaine ; je sais mal comment la merveille s'est accomplie, mais les États-Unis, il n'y a pas si longtemps ravagés de fureurs mac-carthystes, habités par un chauvinisme aveugle, livrés à un anticommunisme négatif,

« Il me semblait que l'Amérique, aujourd'hui, n'était plus du tout si vilaine. »

se sont métamorphosés en une sorte d'archange de paix et de lumière, pratiquant, au besoin contre la France, une saine morale internationaliste et anti-

colonialiste ; bref, la lance dont parlait Jacques Nantet s'est changée en rameau d'olivier. Au moment où les nouvelles gauches débordent de compréhension et de tendresse pour la politique américaine, je crains que les principales raisons de Jacques Nantet paraissent à quelques-uns de ses amis un peu en retard sur la marche de l'histoire.

Je veux cependant conclure en rendant les armes à mon interlocuteur : Jacques Nantet s'est gardé de parler le langage nationaliste qui s'est pourtant introduit récemment à la Jeune République, par exemple dans la déclaration qui traita de « défaitistes », à l'égard de la France, les Européens de mon espèce. Jacques Nantet, je lui en donne acte bien volontiers, est un ultra-Européen. Il supporte mal dans l'Europe des Six la caricature du grand idéal qui nous est commun. L'histoire politique a besoin d'ultras, et je ne suis pas de ceux qui les moquent et les traitent de Don Quichotte ; je n'entreprendrai pas de leur prêcher des berceuses opportunistes et modérés. Et après tout, dans *L'Otage*, Coufontaine a autrement de grandeur et d'humanité que Turelure. Mais, que Jacques Nantet y prenne garde, il y a un destin des ultras, et pas seulement dans le théâtre de Claudel : les ultras de la monarchie ont mené la légitimité en terre, lui faisant manquer l'admirable

« Les ultras sont voués à être les fossoyeurs de leur idéal. »

chance historique qu'aurait pu être pour elle la Restauration. Les ultras sont voués à être les fossoyeurs de leur

propre idéal. Oui, décidément, j'accorde à Jacques Nantet qu'il est un ultra de l'Europe.

Étienne BORNE.

“ LE MARCHÉ COMMUN EST UNE NÉCESSITÉ ÉCONOMIQUE ”

nous déclare **M. René PERRIN**, membre de l'Institut, vice-président-directeur général d'Ugine

Le marché commun est-il un impératif politique ou correspond-il à des préoccupations d'ordre économique ?

L'aboutissement rapide des négociations sur le marché commun a des raisons politiques qu'il n'est pas besoin de développer au lendemain d'événements encore récents.

Mais l'établissement du marché commun est avant tout une nécessité économique, si nous voulons que nos prix de revient soient ou restent compétitifs avec ceux des États-Unis ou de l'U. R. S. S. De plus en plus, la production en grande série, la production de masse est indispensable à cet égard, ce qui suppose un large marché.

Ceci est vrai dans de nombreux domaines. Dans la chimie par exemple, notamment dans la pétrochimie, l'obtention des prix de revient intéressants est liée à la dimension des installations, du fait de l'incidence de celles-ci sur les intérêts et amortissements. L'exemple de la Société de production de caoutchouc synthétique Butyl, unique pourtant pour toute la France, montre que la dimension atteinte est encore plus petite que les unités analogues des États-Unis et le prix de revient encore plus élevé. Sans marché large, les installations prolifèrent, trop morcelées. Il n'est pas rare que, pour un procédé nouveau, un nombre important d'usines se créent en France, en Italie, en Allemagne et Benelux.

Le traité tel qu'il est conçu permettra-t-il cette rationalisation et cette spécialisation, en un mot une heureuse division du travail européen ?

En principe, oui. Mais on ne peut mettre les industries en équation. Certains problèmes ont été abordés, d'autres pas du tout ou presque. D'autres questions se posent que celle des charges sociales. Le taux d'intérêt est un facteur très important pour toutes les industries où la part des investissements est grande. Sur ce plan, nous sommes défavorisés par rapport au Benelux et le serions de même dans le cadre d'une zone de libre échange avec les pays anglo-saxons.

Le marché commun doit logiquement conduire à une harmonisation des politiques des pays participants, à des études communes entre syndicats patronaux et syndicalistes ouvriers des différents pays. L'interdiction des ententes est un principe abstrait qui ne correspond pas aux nécessités pratiques d'une politique économique commune. Le marché commun ne peut être qu'une étape vers la réalisation d'une unité politique ; son échec aboutirait à une rupture grave et au recul définitif de toute idée européenne. C'est pourquoi les précautions nécessaires, loin d'être un obstacle à la réalisation européenne, en sont au contraire la garantie.

Certains dangers résultent-ils à votre avis des textes actuels ? et les meilleurs moyens d'y remédier ?

Les grandes lignes du projet évoquent les idées directrices du traité Charbon-Acier, accompagnées d'une prudence, plus grande en présence de l'ampleur et de la diversité des intérêts en cause.

C'est dire que le principe de base, comme dans la C. E. C. A., est celui d'un libéralisme concurrentiel total. Or on ne peut détacher une industrie de son contexte économique national, et à plus forte raison de son contexte régional. Une industrie peut être ainsi techniquement compétitive, mais les charges annexes, logements, transports de personnel et plus encore de matières, peuvent la rendre en fait non compétitive, parce qu'en d'autres localités une partie des charges est supportée par la collectivité. L'exploitation d'un réseau de transport n'est plus régionalement supportée par un trafic important de marchandises, les prix de revient du réseau augmentent et c'est encore la collectivité qui en fait les frais.

Voyez-vous des moyens de remédier à ces dangers ?

Il faudrait que le traité soit présenté dans le cadre d'un exposé des motifs, acceptable pour tous les partenaires, qui expliciterait les objectifs économiques du marché commun : recherche des prix industriels les plus bas souhaitables, mais non par le seul jeu d'un libéralisme brutal aboutissant à la concentration massive dans les régions économiquement les plus fortes, qu'il s'agisse de la Ruhr, de la Lorraine ou de la région parisienne. Il y a contradiction, en effet, dans certains cas, entre la recherche du prix industriel le plus bas, isolé du contexte régional, et l'équilibre régional. Il faut avoir dans l'esprit ce qu'on peut appeler le prix de revient global régional et le prix de revient global national.

Or, sans possibilité de discrimination en matière de transports par exemple, le traité pousse à une concentration gigantesque. Cette discrimination devrait pouvoir se faire, sauf opposition formelle du Conseil des Ministres. Mais celui-ci risque de se prononcer juridiquement en interprète fidèle du traité. Aussi, pour les décisions essentiellement économiques impliquant un jugement de valeur, peut-être serait-il nécessaire de prévoir au-dessus du Conseil des Ministres un tribunal des Sages pouvant dans des cas de ce genre statuer en équité et bon sens.

J'ignore le texte définitif du traité et ne puis donc dire s'il a été finalement tenu compte, ou non, de ces considérations. La tâche de nos négociateurs n'était pas aisée, car ce problème d'opposition de la politique de décentralisation poursuivie jusqu'ici en France et d'un traité basé sur la recherche unique du prix de revient industriel le plus bas est plus particulièrement important pour la France. Il l'est aussi pour l'Italie, mais je crois savoir que celle-ci a obtenu des clauses spéciales visant l'Italie du Sud.

De toute façon, ce sont les industriels qui auront à animer le marché commun et à y défendre les intérêts français. Ils auront le droit de demander à ce que les exigences du Gouvernement ne les placent pas en posture d'infériorité et à ce qu'on ne continue pas à leur imposer des sujétions graves, s'ils sont astreints à la seule loi du prix de revient minimum à l'intérieur du marché commun.

(Propos recueillis par Jean-Guy Bécue.)

Théâtre

● PRÉSENCE DE GIRAUDOUX

Survivant au goût de son époque, confirmant les séductions de l'esprit étincelant qui ravit le Paris de l'entre-deux-guerres, Giraudoux dramaturge maintient intact son prestige. Les éclatants succès que furent les récentes reprises de *Siegfried* et d'*Intermezzo*, l'accueil favorable que reçoivent les actuelles représentations d'*Amphitryon 38* témoignent de l'heureuse résistance d'un théâtre qui sait, par delà l'éblouissante virtuosité du langage et les subtils ornements de la préciosité, atteindre la force du style, la grandeur du drame, le merveilleux de la poésie. Derrière le sourire sceptique et l'élégant marivaudage de l'auteur, percent la sensibilité, la tendresse et l'anxiété de l'homme.

Sans doute, Giraudoux l'enchanteur, le raffiné, le magicien des mots, n'a-t-il pas toujours pu maintenir ses œuvres à l'altitude nécessaire et a-t-il trop eu recours, pour tourner habilement la difficulté, aux infinies ressources de sa fantaisie et de son ironie. Mais il y a aussi le Giraudoux pathétique et grave à qui les inquiétudes de l'âme et du cœur ne sont pas étrangères, le Giraudoux qui s'interroge sur l'ambiguïté humaine et les tragédies de la fatalité, le Giraudoux qui aime les fleurs, les jeunes filles pures, et qui rêve d'une humanité accordée à l'univers.

Dans ses pièces, Giraudoux aime partir de thèmes connus, empruntés à l'antiquité ou à l'Écriture, pour débattre, de façon originale et neuve, tout ce qui touche à la condition humaine, à la vie dans la cité, à la paix, à la guerre, à la justice, au sentiment amoureux, au bonheur. Dans *Amphitryon 38*, qui côtoie le vaudeville, la délicate figure d'une femme, cette Alcmène douce, malicieuse, charmante et fidèle, incarne, avec simplicité et noblesse, l'amour conjugal et donne à l'ouvrage beauté, poésie et grâce.

Pas plus que l'intransigeance passionnée d'Électre, nous n'oublierons la souriante et un peu mélancolique sagesse d'Alcmène devant la vie unique et brève. Prenant modestement le parti du monde périssable et de ses créatures éphémères contre les dieux puissants et immortels, cette délicieuse figure n'est-

elle pas une des plus exquises expressions de l'humanisme mesuré de Giraudoux ?

Les spectateurs de ma génération ne peuvent comparer le spectacle offert par la « Comédie des Champs-Élysées » à

Françoise Christophe

Amphitryon 38, Alcmène 57.

celui de la création qui appartient aux moments privilégiés de l'histoire du théâtre. Ils apprécient de trouver dans les interprètes de la reprise : Françoise Christophe, Gaby Sylvia, Jean-Pierre Aumont, Philippe Nicaud, de fins comédiens, servant intelligemment l'humour parfois teinté d'émotion de Jean Giraudoux. Les décors auraient pu être mieux assortis aux dialogues légers, vifs et amusants qui font d'*Amphitryon 38* le ravissant produit d'une imagination apollinienne.

Henri BOURBON.

● « GUERRE ET PAIX »

Nous sommes las de la tarte à la crème que nous servent périodiquement un certain nombre de professeurs de lettres égarés dans la critique de cinéma,

Cinéma

à propos de l'adaptation des grandes œuvres littéraires. Quel assaut de cuisinerie autour du film tourné par King Vidor et son équipe — des Américains! — d'après *La Guerre et la Paix*, de Tolstoï, alors qu'il s'agissait d'abord de dire

Audrey Hepburn

En une expression fugitive, des pages de Tolstoï.

si ces trois heures quatorze minutes de Technicolor valaient d'être vues!

Eh bien, ces trois heures quatorze minutes laissent un souvenir ravi. Nos littérateurs ont trop vite accusé les cinéastes d'avoir renié Tolstoï. Être fidèle à l'œuvre littéraire, c'était choisir une transposition assurément arbitraire, mais adaptée aux règles propres de l'art cinématographique, filmer avec le maximum de réalisme possible les aspects les plus extérieurs, les plus visibles de l'action : la guerre en ses batailles, la paix en ses bals, et y faire évoluer des personnages vivants incarnant (donc capables de contenir) les héros de Tolstoï. Pour dévoiler les mouvements intérieurs de ses personnages, le romancier recourt à ses propres commentaires; au cinéma, c'était aux producteurs et aux acteurs d'imaginer le

- « *Amphitryon 38* », de Jean Giraudoux, à la Comédie des Champs-Élysées.
- « *Guerre et Paix* », un film de King Vidor.
- « *Le Canal enchaîné* », au Théâtre de Dix Heures.
- « *Les vues de Paris* », de Bernard Buffet.
- *Quatre versions des « Concertos Brandebourgeois ».*

développement animé, imagé, sonore qui exprimerait au delà du visible, de l'étrécissant visible de Pétersbourg, de Moscou, de la Bérézina, l'invisible évolution des âmes.

En vérité, une belle histoire possède plusieurs personnalités possibles, elle peut être chef-d'œuvre littéraire, radio-phonique, théâtral, cinématographique, pourvu que l'on sache se servir de moyens propres à chacune de ces techniques, ou plutôt de ces disciplines artistiques.

Dans notre cas, l'expression cinématographique de *La Guerre et la Paix* est presque idéale. Quand, par exemple, Audrey Hepburn, qui joue le rôle de Natacha, assiste à son premier bal et regarde autour d'elle, l'écran nous livre en gros plan ce seul visage délicat : émerveillements, pudeurs, amusements primesautiers, curiosités et mépris se lisent tour à tour sur ce visage, qui nous livre admirablement, en quelques secondes, sans un mot de commentaire, plusieurs pages de Tolstoï.

Cela ne veut pas dire que le film et le livre disent la même chose, ni que le film soit aussi parfait que le livre : l'action essentielle, dans le livre, est l'évolution spirituelle de Pierre Bezoukhov, tandis que le film nous montre surtout les conséquences de son évolution sur ses actes et ses sentiments. Le centre de gravité de l'œuvre n'est pas non plus tout à fait le même, le personnage central, dans le film, étant plutôt Natacha. Ce qui est essentiel, c'est que le film possède sa propre authenticité.

Quelques erreurs mineures : l'emploi de l'anglais pour les dialogues, même quand c'est Napoléon qui parle, l'indigence de la musique, la valse dansée trente ans trop tôt ne nuisent pas gravement aux beautés profondes de l'œuvre.

La paix, c'est bien cette joyeuse course de traîneaux dans la steppe neigeuse, à la nuit tombante, et ces couleurs à la Renoir, dans la prairie en fleurs où le jeune Petia caracole sur son poney pendant que le bon Pierre Bezoukhov (Henry Fonda) annonce à Natacha son mariage. Et la guerre, c'est bien, à Borodino, cette marche à la mort de l'infanterie française, tambours battants, sous la gueule des canons russes prêts à tirer, cette charge sanglante de la cavalerie jamais vue au cinéma, et la

retraite de la Grande Armée en longue colonne noire serpentant dans la neige : les images familières de l'Empire, peintures de Gros, gravures de Carle Ver-net, s'animent pour nous. Grâce au talent et à la conscience de King Vidor, c'est bien 1812 qui ressuscite...

Jean-Marie DAILLET.

Variétés

● AUX DIX HEURES, SUR « LE CANAL ENCHAÎNÉ »

Est-ce parce que les événements vont trop vite ? Est-ce parce que des souvenirs trop récents nous empêchent de rire franchement à l'évocation des heurs et des malheurs de notre planète ? Ou encore est-ce parce que les grands de ce monde sont trop médiocres pour se prêter à la caricature vengeresse ? Toutes ces raisons concourent à rendre difficile le genre auquel reste fidèle le Théâtre de Dix Heures. Changement des modes et des goûts, l'esprit montmartrois a perdu du terrain. Nous aurions pourtant mauvaise grâce à ne pas y prendre plaisir dans un des rares lieux où il survit encore avec bonheur, et son « Canal Enchaîné » nous console un moment du vrai. D'autant que Raoul Arnaud a su s'attacher le talent de deux phénomènes dont la verve triomphe aussi bien au cabaret de Gilles qu'à l'Olympia. Il y a une sorte de miracle Poiret-Serrault qui mérite qu'on s'y attarde. Nos deux compères bavardent à bâtons rompus, du moins ils nous donnent cette impression réconfortante que nous pourrions sans effort nous mêler à leur duo. Cependant rien de moins spontané que leur discussion. L'art du comique doit peu à l'improvisation ; le vrai comique est élaboré. Je pense à une autre grande vedette, Darry Cowl, dont les bredouilllements et les discours apparemment sans trame sont soigneusement travaillés.

Humainement, physiquement, Poiret, l'argumenteur un peu prolixe, s'accorde admirablement avec Serrault, placide, taciturne, dont les remarques illogiques dites sur un ton sérieux et appliqué relancent constamment la discussion. Aboutir à des conclusions ahurissantes à partir de prémisses raisonnables est la démarche propre à l'humour. Poiret et Serrault sont des maîtres de l'humour ; dans leur univers, la raison s'égare mais l'intelligence garde tous ses droits.

Enfin, nos duettistes renouvellent

la satire politique. Ils transposent les situations, l'âge des protagonistes et réalisent une critique allusive et presque poétique qui, par le jeu d'une arithmétique absurde, nous conduit, émerveillés, aux conclusions les plus saines. C'est très fort et bien plus méchant que n'importe quelle attaque directe.

Maurice Horgues donne à ses chansons le tour d'une fable, nous laissant à trouver la moralité. L'histoire de l'électeur désemparé parce qu'il a oublié pour qui il a voté est un petit chef-d'œuvre du genre.

Une mention spéciale à Anne-Marie Carrière, qui détaille finement d'excellents couplets. Elle gagnerait à ne pas appuyer de clins d'œil au public chacune de ses trouvailles.

PHIAT

Expositions

● BERNARD BUFFET

Malgré la Rolls et le château...

On n'aborde jamais sans trembler l'exposition annuelle de Bernard Buffet : tant de gloire à vingt-neuf ans effraie. Il a eu tous les honneurs, et

Bernard Buffet

*Une amertume douloureuse
qui se mue en un rêve.*

même celui de *Paris-Match*. Le grand public sait son nom, ou du moins connaît sa Rolls « Silver Phantom ».

Peinture douloureuse pourtant, même cruelle : elle ne devrait pas séduire les foules. Buffet use d'une ligne brisée, coupée d'angles aigus, qui l'apparente aux peintres allemands; le dessin d'un homme qui n'a jamais guéri d'une enfance malheureuse. Cette œuvre desséchée, à l'expressionnisme géométrique, exprime dans sa froideur une tendresse inassouvie. Son graphisme dur est puisé à la source des larmes.

Comment n'en être pas convaincu, cette année, où Buffet nous offre, à la galerie David et Garnier, une série de

paysages parisiens? L'an dernier, il nous avait présenté une assez décevante série sur le cirque : poésie un peu usée, peinture trop rapide, recours aux couleurs violentes. Avec, au contraire, des paysages très banaux (le Panthéon ou le Sacré-Cœur), toute la sensibilité de Buffet s'exprime, mais sa douloureuse rancœur se mue en rêve : toiles monochromes, où seuls un blanc ou un noir font chanter des gris amortis. Ses perspectives évoquent les praticables d'un théâtre ou les feuilles d'un paravent, mais elles mènent vers des cieux calmes. C'est dans tant de souffrance et d'aigreur une note nouvelle : paix et sérénité des songes.

et nous semblait bien près de la perfection. Mais, en matière de discographie comparée, les vérités sont changeantes. La version Ristenpart reste plus que satisfaisante, souvent éblouissante, mais nous faisons quelques réserves sur certains tempos et sur la conception du 6^e concerto; elle souffre un peu de la comparaison avec celle de Kurt Redel, en particulier en raison d'une gravure moins minutieuse. Mais Ristenpart a fait appel à des solistes français de tout premier plan (Pierlot et Rampal entre autres), et l'ensemble possède un très bel équilibre.

Avec Munchinger¹, nous avons une interprétation bien différente, dont la fidélité de l'enregistrement ne peut cependant se comparer avec celle de Redel, par exemple. Les concertos les plus réussis restent probablement le 5^e et le 6^e, et, même lorsque certains mouvements suscitent quelques réserves, la fougue de Munchinger emporte notre adhésion.

Et, maintenant, où placer la nouvelle version d'Adolf Busch²? Elle n'a pas la constance dans la perfection que nous rencontrons chez Redel. Nous trouvons les meilleurs moments dans les 1^{er}, 3^e et 5^e concertos. Mais le miracle de Busch est cette perpétuelle jeunesse, cette fraîcheur et cette animation auxquelles il faut ajouter la merveilleuse sonorité de son violon, la flûte inégalable de Marcel Moysse et toute la science de Serkin dans la cadence du 5^e concerto. Tous les amateurs ne peuvent que se réjouir de cette apparition dans le catalogue 33 tours.

Et maintenant, messieurs les discophiles, à vous de choisir!

Claude SAMUEL.

Disques

● LES « CONCERTOS BRANDEBOURGEOIS » ET LE DISQUE

Adolf Busch

Karl Munchinger

Karl Ristenpart

Kurt Redel

L'embaras du choix.

La parution en microsillon de la version intégrale des *Concertos Brandebourgeois* de J.-S. Bach, réalisée anciennement par Adolf Busch en 78 tours, porte à onze le nombre des enregistrements intégraux de ces six concertos actuellement dans le commerce. Grand est donc l'embaras du discophile qui désire posséder les *Brandebourgeois*. Quatre enregistrements cependant dominent nettement le lot, et il est probable que le choix de l'éventuel acheteur se fixera sur un de ceux-ci. Il s'agit des disques signés Adolf Busch, Karl Munchinger, Karl Ristenpart et Kurt Redel. Chacun de ces quatre chefs a des *Concertos Brandebourgeois* une conception très différente; si le lyrisme domine chez Busch et d'une certaine manière chez Munchinger avec une accentuation du caractère germanique de l'œuvre (tempos généralement assez lents, grossissement de certains effets), Ristenpart et surtout Redel se font les champions d'une interprétation si l'on peut dire objective, manifestant ainsi une tendance actuelle dans de nombreux ensembles à « ne jouer que les

notes et rien de plus ». Il n'est pas dans notre sujet de trancher entre les deux conceptions, mais de souligner que chaque enregistrement, à travers cette optique, atteint parfaitement son but.

Kurt Redel¹ bénéficie d'une gravure particulièrement exceptionnelle; l'équilibre et la fidélité de la prise de son sont très remarquables. Outre ces avantages techniques, nous sommes en présence d'une version qui, grâce à une homogénéité parfaite entre les exécutants, grâce aussi à une direction précise qui restitue aux différents mouvements leurs tempos exacts (ce n'est pas là son moindre mérite), est d'une excellente qualité. L'interprétation par Redel du 6^e concerto, particulièrement difficile à ne pas trahir, est remarquable en tous points; la perfection des attaques, la merveilleuse sonorité des cordes réalisent à cet égard un véritable prodige.

Avant que Redel ne nous ait offert cette interprétation prestigieuse, Ristenpart² distançait tous ses concurrents

1. — Erato.
2. — Discophiles Français.

● « OUVERTURE POUR UNE DISCOTHÈQUE »

Vulgarisation distinguée.

Ouverture pour une discothèque, de M. Roland de Candé³, est un livre intelligent. Son talent est rare : il vulgarise sans abêtir, il associe les conseils pratiques, l'histoire de la musique et celle des musiciens, des conseils pour le choix des disques et des listes de bons enregistrements, sans négliger, au passage, le meilleur humour. Beaucoup de science se cache sous beaucoup de modestie, et beaucoup de discernement sous beaucoup de simplicité. On n'a plus le droit de commencer une discothèque sans recourir à ce petit livre.

1. — Decca.
2. — Columbia.
3. — Roland de CANDÉ, *Ouverture pour une discothèque*, Éditions du Seuil, Collection « Solécages ».

UNE HISTOIRE OUBLIÉE : LES PREMIÈRES RELATIONS AMÉRICANO-SOVIÉTIQUES

Ancien ambassadeur des États-Unis à Moscou et considéré après vingt-sept ans de carrière au Foreign Office comme l'un des meilleurs spécialistes des choses russes, George Kennan, aujourd'hui professeur à l'Institute for Advanced Study de Princeton, a entrepris d'écrire l'histoire détaillée des relations soviéto-américaines de 1917 à 1920.

Le volume I, publié aux États-Unis et en Grande-Bretagne sous le titre *La Russie abandonne la guerre*¹, malheureusement non encore traduit en France, couvre les quatre mois qui séparent la Révolution d'Octobre² de la ratification du traité de Brest-Litovsk, par le IV^e Congrès des Soviets le 15 mars 1918.

Dès les premières pages, la qualité littéraire le dispute à l'érudition, quand l'auteur fait revivre, à quarante années de distance, la plus célèbre des nuits de Saint-Petersbourg : celle de la chute du Palais d'Hiver et de l'arrestation des membres du gouvernement provisoire.

L'affaire a été si peu chaude que les night-clubs de la perspective Nevski et les ballets du théâtre Mariinski n'ont pas interrompu leur programme. Moins indifférents, quatre jeunes Américains dont John Reed, l'auteur du classique *Dix jours qui ébranlèrent le Monde*, sont entrés au Palais sur les talons des insurgés. Après avoir échappé de peu au lynchage, ils courent au II^e Congrès des Soviets pour entendre proclamer à l'aube la naissance du régime soviétique.

Déjà, quelques mois plus tôt, la Révolution de Février et la chute du Tsar avaient suscité un grand enthousiasme dans l'opinion américaine. L'ombre du régime autocratique cessait désormais de ternir l'éclat de la cause pour laquelle combattaient les Alliés. Les États-Unis entraient, la conscience tout à fait tranquille, dans la guerre pour le droit et la liberté. Ils accablaient le gouvernement provisoire de prévenances, de missions et de subsides.

Début d'une longue série d'illusions. L'intermède démocratique sera de courte durée. La haine de la guerre plus encore que l'amour de la démocratie expliquait une victoire dont les socialistes se trouvaient les premiers surpris. Minoritaires, les Bolcheviks avaient immédiatement discerné la puissance d'un tel levier. L'armée russe démoralisée et débandée

fait leur force et répand partout en se dissolvant leur idéologie.

Déconcertés et animés de passions contraires à l'égard des successeurs de Kerenski, les Américains de l'Ambassade et ceux, plus hauts en couleur, des multiples missions présentes en Russie, tout en se déchirant mutuellement, échouent les uns et les autres à donner une analyse correcte de la situation. Et davantage ceux qui ont le plus facilement accès auprès de Trotski et de Lénine.

Dès cette époque, l'U. R. S. S. exerce sur les esprits américains une étrange fascination. Les fameux « Quatorze Points » de Wilson (janvier 1918) sont une réplique directe à l'offre soviétique d'une paix générale « sans annexions ni indemnités ». Comme Lénine et Trotski, Wilson et le colonel House croient au pouvoir des mots. Comme eux, ils veulent atteindre, par-dessus la tête du Gouvernement, le peuple lui-même. Les uns, persuadés de la possibilité d'aboutir immédiatement à la Révolution universelle et à la Paix, doivent finalement se plier à toutes les exigences allemandes. Les autres, en exprimant leur chaleureuse sympathie pour les aspirations du peuple russe, espèrent le gagner à la cause de la Démocratie et de la Liberté. Ils s'attirent en retour les pires injures et sont dès ce moment classés parmi les « bandits impérialistes ».

Quarante années de ce dialogue de sourds n'ont pas épuisé l'ardeur des protagonistes. Qui le premier réveillera le peuple de l'autre ?

JEAN AUBRY.

George Kennan

Dès l'origine, un dialogue de sourds ?

L'ambassadeur lui-même partage la conviction typiquement américaine que « sa fonction en Russie n'était pas tant de fournir un canal de communication intergouvernemental que d'exprimer le persévérant intérêt de l'Amérique pour le peuple russe et son appui moral dans le combat de celui-ci pour la liberté ». Que dire alors des officieux, tous persuadés — non sans apparence de raison — d'agir sur mandat spécial et personnel du Président Wilson ? Leur zèle intempestif eût fait frémir Talleyrand.

Et pourtant, que de rebuffades ! Lénine, en présence des diplomates venus en corps sous la conduite de leur doyen, l'ambassadeur américain, protester contre l'arrestation d'un des leurs, respire une insupportable « odeur de cadavre ». De Staline, présent à l'entretien, à Khrouchtchev, cette obsédante vision de la mort des autres n'a plus cessé de hanter les cerveaux soviétiques.

1940, LA GUERRE DES OCCASIONS PERDUES
du colonel GOUTARD.

« En général, la guerre est surtout une collection de bévues. » Cette boutade de Winston Churchill s'explique lorsqu'on songe à toute la part de « glorieuse incertitude » qui subsiste dans l'opération militaire la mieux organisée — le chef fût-il Foch ou Napoléon — du fait que l'adversaire possède une volonté libre.

Hitler, qui n'était ni Foch, ni Napoléon, a commis en 1939-1940 de lourdes erreurs, que le colonel Goutard signale :

En 1939, la ligne Siegfried, mal conçue, non terminée, n'était occupée que par des réservistes peu instruits, imparfaitement armés et tremblants de peur. Notre Haut Commandement, formé par Pétain au culte de la défensive, n'osa pas les attaquer, et ainsi triompha le bluff de Hitler spéculant sur notre passivité.

Autre exemple : parce qu'en 1914 les armées allemandes n'avaient pu déboucher des Ardennes que grâce à l'avance de la droite allemande sur la rive gauche de la Sambre, notre Commandement crut, en 1940, pouvoir se désintéresser

1. — George KENNAN : *Russia leaves the war*, Faber and Faber, 24, Russel square, London.

2. — Qui eut lieu en réalité les 7 et 8 novembre de notre calendrier.

A. GOUTARD : *1940, la guerre des occasions perdues* (Hachette).

du secteur de Sedan ignorant si bien la situation réelle qu'il éloigna précisément de la zone critique, au moment de l'attaque allemande, les réserves qu'il avait la chance de posséder à proximité.

La source de ces erreurs, affirme le colonel Goutard, réside dans la « carence intellectuelle » du Commandement. Le prestige des succès de 1918 avait favorisé la naissance d'un état d'esprit conformiste, d'un « conservatisme de la victoire » caractérisé par une confiance aveugle dans la prépondérance du feu sur le mouvement, l'inviolabilité des fronts continus, la notion d'une action méthodique et lente à base de puissance, à l'exclusion de la surprise basée sur le secret et la vitesse. En conséquence, régnait une conception bureaucratique du commandement, négligeant la nécessité des contacts aussi directs que possible avec le front et accordant une importance prépondérante aux « schémas » et aux barèmes. Telles furent les raisons de la « colossale erreur de commandement » qui précipita notre défaite.

Un livre pertinent, parfois véhément, débordant d'une conviction ardente et stimulant pour l'esprit.

LIEUTENANT-COLONEL BELLENGER.

DE LA III^e A LA IV^e RÉPUBLIQUE

d'André SIEGFRIED.

Présenté par l'auteur comme une suite du célèbre *Tableau des Partis*, publié en 1931, ce nouvel ouvrage d'André Siegfried constitue une analyse souvent pénétrante et subtile de l'évolution politique et constitutionnelle de la France depuis quatre-vingts ans, du vote des lois de 1875 aux élections du 2 janvier 1956. « Cette période », nous dit l'auteur, « je l'ai vécue presque entière... en observateur toujours éveillé et curieux. » Le témoignage est de poids et pourrait bien être unique.

Les meilleures pages de l'ouvrage sont peut-être celles qu'André Siegfried consacre au régime de Vichy. C'est avec bonheur qu'il s'efforce de replacer les étonnantes théories de la « Révolution nationale » dans la ligne des tendances permanentes d'une fraction toujours bien vivante de l'opinion publique française, et les éclairages nouveaux qu'il apporte rendent plus intelligible cette phase aberrante de notre histoire. Manifestation éruptive, à la faveur des circonstances, de courants souterrains « persistants quoique invisibles », Vichy est plus qu'un intermède sans racines et sans prolongements. Il faut remercier l'auteur de nous le rappeler avant que les événements, qui vont vite, ne s'en chargent.

Sévère à l'égard de Vichy, André Siegfried l'est également envers la IV^e République. Il nous dit lui-même, au début de l'ouvrage, qu'« il avoue une vieille conviction républicaine bien démodée... ». La République chère à son cœur, c'est celle de 1875, l'année de sa naissance; non la nôtre, celle de 1946.

L'auteur ne méconnaît certes pas les tares du régime effondré en 1940. Moins indulgent qu'aujourd'hui, ne les dénonçait-il pas, lui-même, il n'y a pas

vieux mythes et s'attaquer aux vrais problèmes de notre siècle, son étude mérite d'être approchée avec le minimum de sympathie nécessaire à toute compréhension.

L'histoire de la IV^e République reste à écrire. Les quelques clartés qu'apporte l'ouvrage d'André Siegfried n'en seront pas moins précieuses pour l'historien de demain.

JACQUES GOUAULT.

LA NATION FREIN

de François FONTAINE.

Ce petit livre n'est pas, comme son titre pourrait le faire croire, un traité de « cybernétique » nationale. Ce n'est pas non plus, comme la personnalité de son auteur pourrait le faire supposer (M. Fontaine est un collaborateur de longue date de M. Jean Monnet), une diatribe contre les résistances nationalistes aux projets de construction européenne. Bien plutôt s'agit-il d'une méditation sur la France. Méditation pénétrante, qui s'exprime en une langue parfaite. M. Fontaine n'a rien d'un « technocrate » — bien qu'il fasse l'éloge du Pool Charbon-Acier — : c'est un « honnête homme » au sens où l'on entendait le mot au XVII^e siècle. Et c'est là une espèce d'homme qui ne court pas les rues.

C'est un vrai plaisir que de lire ces pages denses, en suivant le cours d'un style élégant et parfois précieux.

La partie de l'ouvrage consacrée aux problèmes intérieurs français paraît la plus intéressante. Elle fourmille d'aperçus suggestifs, de formules heureuses. S'il fallait faire un reproche à M. Fontaine, ce serait peut-être de donner à ses analyses une teinte de pessimisme un peu trop accentuée. Mais l'auteur nous dit lui-même que ce pessimisme est tourné vers l'action. Il faut avouer que son tableau des mœurs politiques françaises est très ressemblant : ce pays où l'instabilité est au service de l'immobilisme, les révolutions au service du conservatisme, où tout semble organisé pour que rien ne change, oui, ce pays ressemble beaucoup à la France.

M. Fontaine est de ceux qui croient néanmoins à l'avenir de la France. Il ne le dissocie pas d'une politique « européenne » dont notre pays a été et peut redevenir « l'inspirateur ». Le rajeunissement de l'économie française, le renforcement de ses institutions ne sauraient en effet se concevoir dans une France qui se replierait sur elle-même. L'Europe stimulera la France. La France animera l'Europe. Rien de plus vrai. On eût aimé que M. Fontaine indiquât avec plus de précision en quoi

André Siegfried

*Ah ! que la III^e République
était belle en 1875 !*

si longtemps ? Mais, au fil des années, les ombres s'estompent pour ne laisser peu à peu subsister que les arêtes vives où s'accroche la lumière. Nous ne suivrons cependant pas entièrement ni toujours André Siegfried, par exemple lorsqu'il fait l'éloge du Sénat d'autrefois, « magnifique Assemblée ». C'est vite oublier l'étroit conservatisme dont témoigna à maintes reprises la Chambre Haute, inquiète, « en sa sagesse », de toute réforme et plus préoccupée du « péril clérical » — qui tient une grande place dans les analyses de l'auteur — que du problème social, qu'elle ignorait résolument, bien représentative en cela de la III^e République presque jusqu'en ses dernières années.

Le régime issu de la Libération n'est pas sans graves défauts, ni sans faiblesses et se situe bien loin sans doute de la République renouée dont rêvait la France captive. Mais, dans la mesure où il a tenté de substituer une démocratie plus sociale à la République conservatrice voulue par Thiers et Gambetta, dans la mesure où il a pu secouer les

les solutions européennes peuvent remédier au mal français. Cette critique n'ôte rien à la qualité ni à l'intérêt de ce livre où trouveront beaucoup à glaner tous ceux qui se refusent à la fois à une nostalgie impuissante du passé et au désespoir en face du présent.

ROMANOS LE MÉLODE

de René-R. KHAWAM.

Singulier privilège de notre temps, que nous puissions bénéficier d'apports culturels venus du monde entier et de tous les siècles. Ce privilège compense beaucoup des maux dont nous souffrons. J'y pensais en lisant l'excellente adaptation que M. René-R. Khawam, à qui nous devons déjà d'excellents contes libanais, donne des liturgies de Romanos le Mélode¹. Ces très beaux textes byzantins, simples et savants à la fois, ont la saveur de ces manuscrits syriens d'où, d'après Mâle, naquit la statuaire romane. Ils ont la même qualité que les vieilles hymnes du bréviaire, avant les retouches prétendues savantes du XVII^e siècle. C'est dire tout le prix de cette traduction du grec.

LE MOUVEMENT POUJADE

de Stanley HOFFMANN

Des études de sociologie politique, comme celle que vient de nous donner M. Stanley Hoffmann, sont à la fois nécessaires et nouvelles. Fort éloignées des descriptions romancées, telles que celles consacrées à l'avènement du fascisme, elles reposent sur des travaux minutieux, à base scientifique, et doivent permettre, comme le remarque avec raison M. Meynaud, préfacier de l'ouvrage, d'édifier peu à peu une explication psychosociologique du comportement politique.

L'auteur se livre d'abord à une analyse détaillée de la vie interne du Mouvement, selon un plan chronologique, utile pour étudier une organisation qui a constamment évolué, au gré des circonstances, en raison de la personnalité de son chef. Le poujadisme, si l'on peut dire, est un mouvement qui se justifie en marchant.

Mais, quel que soit l'intérêt de cette analyse, l'auteur, fort heureusement, ne s'y limite pas et nous livre de larges réflexions sur la signification du mouvement Poujade, par rapport à une tradition de révolte d'une fraction de classes moyennes contre le régime représentatif, et sur le phénomène politique français en général.

L'auteur distingue deux classes moyennes : la première a pour caractéristique principale la phobie du désordre et de la révolution sociale et, comme telle, a été peu affectée par le poujadisme, alors qu'elle adhérerait dans une certaine mesure au gaullisme; par contre, la seconde — celle à laquelle s'adressaient et s'adressent encore les partis républicains fidèles au libéralisme politique et dont le parti radical est le plus classique représentant — est devenue le noyau de la clientèle du poujadisme, en cédant à un désir d'action largement irraisonné.

M. Hoffmann va alors plus loin dans ses réflexions et s'attaque au fonctionnement même de l'État libéral. Dans une société divisée par des tensions profondes, l'État libéral ne peut fonctionner qu'au prix d'un perpétuel effort des citoyens.

Ces vues, appliquées à la situation française, conduisent M. Stanley à une conclusion nettement pessimiste, du fait qu'un grand nombre de nos compatriotes sont en permanence attirés par une attitude de refus. Que ce refus s'exprime par un anti-parlementarisme facile ou qu'au contraire il s'exerce à l'intérieur du Parlement par l'intermédiaire de groupes d'opposition systématique, il crée une impuissance congénitale que ne peut secouer aucun effort.

Mais le reproche que l'on peut faire à M. Hoffmann est d'avoir poussé davantage son analyse du côté politique que du côté économique et d'avoir ainsi ignoré certains correctifs indispensables à apporter au tableau qu'il dresse. « Un libéralisme assiégé et dirigé : tel a été, constate-t-il, le lot d'une société stagnante. » Mais le lot de la société fran-

çaise peut ne plus être inéluctable à partir du moment où la société ne stagne plus. C'est là que l'on regrette de ne pas trouver une seule allusion à la démographie française dans la conclusion de M. Hoffmann. C'est un fait que la France connaît, depuis dix ans, un redressement démographique et économique hors de pair. Seulement, ce redressement, à cause des charges provisoires qu'il impose — au lieu de provoquer le contentement des citoyens, — aboutit, au contraire, à des difficultés politiques considérables dans l'immédiat, comme il arrive souvent au commencement d'une cure ou d'une convalescence.

M. Hoffmann écrit que les sursauts des classes moyennes nous « plongent dans un cycle infernal, qu'ils tendent sur le plan économique, par leur brutalité et leur caractère sommaire, par le fait qu'ils s'en prennent aux symptômes et non aux causes profondes du mal, à aggraver celui-ci en renforçant les rigidités structurelles ». Cependant, en 1956, c'est-à-dire en pleine crise, l'évolution de la France a été plus rapide que jamais, et les rigidités ont diminué, tout au moins dans certains domaines, plus vite que précédemment! Il faut donc courber l'échine, se contenter provisoirement d'un appareil politique imparfait, en continuant à tout prix pendant dix ans encore l'effort démographique et économique actuel, le temps qu'une nouvelle génération monte. A ce moment-là, le cercle vicieux de l'impuissance politique française, illustrée par le poujadisme, sera brisé. Il serait vraiment bête de se décourager au moment où un avenir brillant est en vue!

JACQUES DUMONTIER

1. — ROMANOS LE MÉLODE : *Le Christ Rédempteur*, célébrations liturgiques, traduites du grec par René-Rizqallah Khawam (Édit. Beauchesne).

LES MÉDECINS VOUS PARLENT DE LA MÉDECINE

Au moment où les discussions autour du projet Gazier placent les problèmes de la médecine au premier plan de l'actualité, le numéro spécial de la revue *Esprit*, donnant la parole aux médecins, vient particulièrement à son heure.

Il faut louer ceux qui ont conçu cette étude, le docteur Philippe Paumelle et Jean-Marie Domenach, d'avoir situé très haut le débat et de nous montrer, sous leur jour authentique et dans leur ensemble, les problèmes difficiles, souvent pathétiques, toujours humains, que pose l'exercice d'une profession qui n'est pas comme les autres.

« A propos de la médecine, nous disent-ils, on retrouve ce climat commun à toutes les questions de vie ou de mort, toutes celles qui touchent au pouvoir de l'homme sur l'homme, au sens qu'il peut donner lui-même ou que d'autres donnent à son existence. »

Les témoignages directs, contrastés, rassemblés dans ce substantiel volume, conduisent à la conclusion que la crise de la médecine traditionnelle résulte plus encore des nouvelles méthodes scientifiques d'investigation et des découvertes thérapeutiques qui interposent la technique et les spécialistes dans les relations du médecin-praticien et du malade, que de l'intervention des organismes d'assurance-maladie, avec leurs nécessités actuelles, leur besoin de tarification, de systématisation, d'organisation géométrique.

Les deux questions se rejoignent cependant, en un certain sens, pour autant que les progrès de la science médicale tendent à condamner de plus en plus le découpage de la médecine en « actes » stéréotypés, isolément tarifables.

Dans les perspectives ainsi ouvertes, le projet Gazier, dont il est fort peu parlé dans l'étude, paraît, hors de toute autre considération, comme déjà dépassé.

Tout en se défendant de vouloir présenter un nouveau projet de réforme,

en raison du risque qu'il y a à imposer par voie d'autorité une organisation que les mentalités et les structures ne sont pas disposées à accueillir, les auteurs suggèrent en conclusion quelques orientations d'avenir.

S'écartant à la fois des systèmes de la médecine commerciale et de la médecine étatisée, les tentatives d'associations de médecins, qui ont lieu en diverses villes, leur paraissent pouvoir ouvrir la voie à une médecine d'équipe, à une médecine communautaire « justifiée non seulement par des nécessités techniques, mais comme une ébauche de meilleures relations humaines » dans l'exercice d'un art bouleversé par les conquêtes de la science. Même les lecteurs qui ne se rallieront pas à toutes ces thèses féliciteront certainement les auteurs d'avoir voulu faire participer les médecins à la « nécessaire réforme de leur profession ».

J. BLANCHARD.

SOUS-DÉVELOPPEMENT ET DÉVELOPPEMENT

Le problème des pays sous-développés est un des plus importants de ce siècle. Il est né de la différence entre le développement technique, économique et social des nations européennes et anglo-saxonnes et celui des pays d'Afrique, d'Asie et d'une partie de l'Amérique latine. Les solutions qui lui seront apportées détermineront l'orientation future du monde.

Le sous-développement se caractérise, selon M^{lle} Claude Levy, par une forte mortalité, la fécondité physiologique, l'hygiène rudimentaire, la sous-alimentation, la faible consommation d'énergie, l'analphabétisme, une grande proportion d'agriculteurs, la condition inférieure de la femme, le travail des enfants, la faiblesse des classes moyennes.

Sur une population mondiale de 2 500 millions, il y a environ 1 500 millions de personnes dont le revenu annuel moyen est inférieur à 100 \$, tandis qu'il varie de 450 à 1 500 \$ dans les pays de civilisation occidentale. Ce milliard et

deux milliards entrera-t-il dans la zone de l'expansionnisme soviétique ? Telle est l'interrogation qui est à l'origine des préoccupations de nombreux auteurs américains, ainsi que le révèle la remarque de E. Staley : « Un élément essentiel de la stratégie communiste en vue de la conquête mondiale est l'idée du conflit de classes inévitable non seulement à l'intérieur des nations, mais aussi entre nations qui se trouvent à des niveaux de développement économique différents. »

Envisager le problème des régions insuffisamment développées sous le seul angle de la compétition entre les deux blocs américain et russe serait une erreur. Mais c'est un fait que le Marxisme rencontre une audience favorable dans certains pays techniquement attardés. Il faut donc que les démocraties occidentales, après avoir condamné le colonialisme, trouvent au sous-développement des solutions originales, compréhensives et pacifiques. F. Perroux dans *Les Cahiers de l'I. S. E. A.* relatifs aux niveaux de développement et aux politiques de croissance, propose que, dépassant le capitalisme, l'Occident renonce à l'économie de profit : « Une espèce humaine respectueuse d'elle-même se prononce en faveur du principe que les vies humaines doivent être protégées par priorité. Pour ce faire, il faut accepter des formes d'activités économiques sans rendement, c'est-à-dire des formes bien spécifiées de l'économie de don pendant une suite de périodes. »

L'assistance technique et sociale fournie aux communautés dites arriérées doit, pour porter ses fruits, être exclusive de toute arrière-pensée de domination, c'est la condition nécessaire à l'effacement de certaines défiances et à l'apparition d'un climat de coopération véritable.

Il est indispensable que l'opinion publique prenne davantage conscience des aspects cruciaux de cette question. Le cahier de l'I. N. E. D. consacré au sous-développement et intitulé *Tiers Monde* constitue la plus intelligente des initiations. Économistes, sociologues, démographes, géographes ont collaboré à cet ouvrage, qui mérite une lecture attentive. La place nous manque pour analyser les excellentes études de G. Balandier, J. Mallet, H. Deschamps, C. Levy, J. Sutter, L. Henry, R. Pressat, J. Parizeau et F. Tabah. Mais *France-Forum* reviendra plus longuement dans un de ses prochains numéros sur ce problème fondamental qui intéresse toutes les nations du globe quel que soit le stade de leur évolution.

Henri BOURBON.

Tous les ouvrages analysés ou non dans cette revue, ainsi que tous les disques, peuvent vous être fournis sans frais supplémentaires par le service bibliographique, de « France-Forum ».

(Port et emballage gratuits.)

Écrire au service bibliographique de
« France-Forum » :

24 bis, Bd Saint-Germain, Paris-V^e.

Dessins et photos.

LES TRAVAUX ET LES JOURS, photos United Press, Associated Press, Intercontinentale, Record, Keystone.

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI, photos Intercontinentale, Rapho.

INTERVIEW, photo J. Beauvillard.

DOSSIER, photos Luce, Universal Photo, Horvat.

AU FORUM, photo A. Gazut.

ARTS, photos Intercontinentale, Pathé-Marconi, Pic, Marc Vaux.

NOTES DE LECTURE, photos Intercontinentale.

MONSIEUR GUY MOLLET

OU LA PASSION DU POUVOIR

par Étienne BORNE

UN homme politique, surtout s'il appartient à la gauche, a la passion du pouvoir, car il brûle du désir de redresser, de rénover, de contredire les routines conservatrices. Mais à peine a-t-il pris le pouvoir que le pouvoir le tient et lui est passion, c'est-à-dire épreuve et douleur. Car, figure de proue du navire, le voici exposé aux ironies des sceptiques comme aux jugements des prophètes; et, parce qu'il est contraint lui aussi de composer avec les vents et avec les courants, la rumeur s'élève immanquable qui répète à chaque tournant de l'histoire que des jacobins ministres ne sont pas des ministres jacobins. Hier opposant et exigeant, les clercs l'honoraient comme un clerc noblement engagé. Maintenant les clercs crient qu'une fois de plus un clerc a trahi.

M. GUY MOLLET connaît cette sorte de passion et il avance depuis plus d'un an parmi les huées et les clameurs indignées : ce pacifiste a mobilisé notre jeunesse et il fait la guerre à une rébellion qu'il avait promis de désarmer par la négociation; ce socialiste émet et réussit des emprunts selon ces techniques capitalistes éprouvées qui réconcilient la fortune acquise avec l'État; cet internationaliste pratique la diplomatie secrète et défie la loi internationale en menant une guerre-éclair contre les ennemis de l'honneur français; ce démocrate, ce partisan des libertés parlementaires se laisse aller à des mœurs totalitaires en établissant dans toutes les administrations, et aussi près du sommet que possible, les hommes de son parti, et il emporte sans débat l'accord de tous par des offensives épistolaires en conclusion desquelles il brouille autoritairement ses propres demandes et les réponses des autres. Exemple d'une contradiction de l'idéal si constante et si délibérée qu'il faudrait prévoir pour cette sorte de trahison un cercle assez profondément situé de l'Enfer dantesque.

L'ÉTONNANT est que les discours qui le poursuivent d'une véhémence sacrée nuisent peu à la carrière temporelle de M. Guy Mollet et ne l'empêchent pas de battre les records de longévité ministérielle; et je craindrais pour l'avenir politique de M. Guy Mollet non les imprécations des poètes et l'éloquence des moralistes, mais l'erreur de calcul que pourrait d'aventure oublier de commettre l'homme de sens, mais un

peu rassis et de poids, mais un peu lourd, qui est chargé de maintenir immuable une somme de 213 chiffres dont chacun est variable et tend obstinément à croître.

IL faut savoir reconnaître que, bien que renié par les clercs, M. Guy Mollet, s'il ne provoque pas l'amour délirant des foules, n'est nullement impopulaire. Bien que la politique qu'il fait diffère sensiblement de celle qu'il avait annoncée, l'opinion lui sait gré d'avoir une politique et qui garde un certain style de résistance au train du monde et aux puissances du siècle : car M. Guy Mollet est le premier chef de gouvernement français qui a réussi à irriter à la fois les maîtres de l'Union Soviétique et les chefs des États-Unis d'Amérique. Trait de double indépendance dont pourtant les neutralistes ont omis de le féliciter, mais dont le Français moyen, même privé d'essence, n'a pas été mécontent.

M. GUY MOLLET est professeur et doctrinaire; il a dans sa tête un petit nombre de principes qu'il possède parfaitement et dont il tire déductivement les conséquences; on n'oserait dire qu'il entre dans toutes les complexités des situations ni dans toutes les nuances d'une psychologie humaine. Il ne voit pas tout, mais, ce qu'il voit, il le voit bien, et, par exemple, que l'Europe doit s'unir pour compter encore dans le monde, ou que le communisme est le tombeau de la démocratie et la caricature du socialisme, ou encore que le fanatisme panarabe n'est pas dans la droite ligne de la Déclaration des Droits de l'Homme. Mais M. Guy Mollet n'est pas très doué pour découvrir ce qu'il entre de raisons dans les raisons des autres. Il est plus géomètre que fin, faisant en cela une curieuse antithèse avec M. Mendès-France, trop fin et qui s'embrouille dans ses propres finesses.

M. GUY MOLLET a dû détruire de ses mains le mythe qui l'avait haussé au pouvoir, l'idée manichéenne d'un rassemblement décisif des bons contre les méchants, d'où la passion que lui font subir les amis du mythe et à laquelle, ayant peu de nerfs, il ne semble pas exagérément sensible. Et, si en un certain sens nullement scandaleux tout pouvoir incline par nature à droite, les clercs qui assaillent Guy Mollet parlent pour ne rien dire. Il reste seulement que la gauche non métaphysique mais politique est à réinventer.